HAUTE ÉCOLE GALILÉE
INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DES COMMUNICATIONS SOCIALES

En quoi les ressources africaines participent à la militarisation du territoire : le cas *Africom*

Travail présenté dans le cadre du mémoire de fin d'études pour l'obtention du titre de Master en Presse et Information spécialisées – Journalisme européen

Par **Morgane Wirtz**

Promoteur : **Paul Delmotte**

Bruxelles – Juillet 2014

Remerciements

Je tiens à remercier mon promoteur, Paul Delmotte, pour l'aide précieuse qu'il m'a apportée dans la réalisation de ce document.

Mon attention va également aux trois personnes qui ont accepté de relire et de corriger mon mémoire. Les informations concernant l'Africom ne sont pas toujours facilement accessibles et elles m'ont aidées à les obtenir, ainsi qu'à étayer la qualité de ce document.

Avant - propos

Ce mémoire a pour objectif d'apporter des éléments de réponse à la question : « en quoi les ressources naturelles participent-elles à la militarisation du territoire : le cas *Africom* ». Il ne prétend pas être exhaustif. L'objectif est surtout de faire comprendre au lecteur les nouvelles dynamiques qui se jouent aujourd'hui sur le continent africain. Pour y parvenir et pour étayer la question, différents cas d'actualité récente sont utilisés. Mais le monde change rapidement et ce qui était vrai hier ne le sera pas forcément demain. C'est pourquoi il est important que le lecteur soit averti que tous les faits d'actualité traités dans les pages qui suivent sont antérieurs au 1er juin 2014.

Introduction

Le 6 juin 2007, quelques semaines avant la fin de son mandat, George W. Bush annonce la mise en place d'un commandement armé unifié dédié à l'Afrique : l'*Africom*[1]. Barack Obama met rapidement le programme en place et le 1er octobre 2008 l'*Africom* est opérationnel et indépendant de tout autre commandement armé.

Malgré les premières réticences des gouvernements africains concernant l'installation de ce commandement[2], l'impact de l'*Africom* s'étend rapidement et discrètement sur l'ensemble du continent. Aujourd'hui, les États-Unis s'appuient sur treize ports logistiques et utilisent de manière permanente ou occasionnelle huit bases pour leurs drones en Afrique (cfr annexes – section 2). La seule base du continent reconnue comme telle est le camp Lemonnier, à Djibouti, qui connaît un développement régulier et rapide et qui abrite aujourd'hui près de 5000 hommes (Akugizibwe, 2013). L'*Africom* peut en outre disposer d'avions et de drones, d'éléments de l'armée de terre et des Marines, ainsi que de bâtiments de la Navy sur les façades maritimes du continent. Le commandement effectue des exercices militaires conjoints avec diverses armées africaines. En 2013, 546 activités de ce type ont été organisées en Afrique (Comaguer, 2014).

Pourquoi un développement si rapide et si discret ? D'après le site internet de l'*Africom*, la mission du commandement est de :

> *« construire des aptitudes de défense, répondre aux crises, décourager et vaincre les menaces internationales dans le but de mettre en avant les intérêts nationaux des États-Unis et de promouvoir la sécurité régionale, la stabilité et la prospérité »* (U.S. Africa Command, 2014, trad. libre).

[1] US Africa Command

[2] L'Union Africaine appelle tous les États africains à refuser d'héberger les quartiers généraux du Commandement américain. Plusieurs pays, dont la Libye, déclarent ouvertement qu'ils s'opposent à la création de l'Africom.

« Mettre en avant les intérêts nationaux des États-Unis »… En Afrique, l'intérêt principal des États-Unis est l'approvisionnement en matières premières, surtout en pétrole.
Le 31 janvier 2006, un an à peine avant l'annonce de la création de l'*Africom*, George W. Bush avait fait connaître son objectif de réduire d'ici 2025 de 75 % la dépendance des États-Unis au pétrole du Moyen-Orient. À l'évidence, il s'agissait donc de se tourner vers l'Afrique, riche en hydrocarbures, pour diversifier les partenaires.

Mais pourquoi la création d'un commandement armé était-elle nécessaire pour assurer l'accès des États-Unis aux ressources africaines ? C'est exactement la question à laquelle ce document tentera de répondre : « En quoi les ressources africaines participent à la militarisation du territoire : le cas *Africom* ».

Depuis plusieurs décennies, les ressources africaines sont qualifiées de « ressources maudites ». Elles participent souvent à la militarisation du territoire. Soit elles deviennent un enjeu important au cours de conflits nationaux ou locaux, soit elles attirent de puissants investisseurs étrangers. Ils s'installent sur le terrain avec leurs armées pour privilégier leur accès à ces ressources.

La lecture de différents ouvrages traitant de l'*Africom* (dont notamment *Africa Command : U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa* de Lauren Ploch, analyste en affaires africaines) a permis de mettre en évidence trois principaux éléments censés justifier la présence militaire américaine en Afrique.

Le premier est celui des ressources naturelles en tant que telles. Les États-Unis sont les premiers consommateurs d'énergie au monde. Le gaz de schiste américain pourra sans doute les rendre autosuffisants mais pour l'heure, ils se doivent d'importer leurs ressources énergétiques. Lorsqu'on compare sur une carte, l'emplacement des installations de l'*Africom* par rapport à celui de certains gisements d'hydrocarbures, on se rend compte que l'*Africom* s'est généralement installé à proximité de pays avec lesquels les États-Unis pourraient commercer. (Annexe 1 – section 3)

Le second élément justifiant la présence militaire étasunienne en Afrique est celui de la menace « terroriste ». L'objectif d'éradiquer les organisations africaines dites « proches d'Al-Qaïda » a été revendiqué par certains membres de la Défense étasunienne[3]. Ce qui inquiète surtout Washington, c'est que ces groupes pourraient s'en prendre aux installations américaines locales. C'est donc entre autres, pour protéger les ressources à destination des États-Unis des groupes « terroristes » que l'*Africom* a été créé. Le commandement surveille de près ces nébuleuses au moyen de drones, d'une présence militaire constante et d'une collaboration avec les forces françaises présentes sur le terrain.

La troisième et dernière justification de la militarisation de l'Afrique par les États-Unis est la présence chinoise croissante sur le contient. La Chine est le premier partenaire commercial du continent africain depuis 2009 et y investit à grande échelle. Les échanges entre les deux régions croissent sans cesse. Cette nouvelle collaboration n'enchante pas Washington. L'un des objectifs de l'*Africom* est donc, comme l'a annoncé un conseiller étasunien du département d'État, de :

> *« protéger l'accès aux hydrocarbures et autres ressources stratégiques que l'Afrique possède en abondance, ce qui signifie… s'assurer qu'aucune autre nation telle que la Chine, l'Inde, le Japon ou la Russie n'obtienne le monopole ou un traitement de faveur ».* (Bowie, 2012)

Ces trois motivations apparaissent clairement dans le document qui suit. Néanmoins, pour pouvoir répondre de manière exacte à la question « en quoi les ressources africaines participent à la militarisation du territoire ? », il est nécessaire d'expliquer en quoi exactement consiste l'*Africom* ainsi que le cadre dans lequel il a été créé.

La première partie de ce travail, « Définition de l'*Africom* », tente donc de répondre à cet objectif. La question du développement rapide de l'*Africom* sera ensuite abordée par le chapitre intitulé « le développement de l'*Africom* ». Il se penchera sur la façon dont les Étasuniens ont réussi à se faire accepter par un continent qui de prime abord ne voulait pas d'eux. Les chapitres qui suivent ; « *Africom* ou comment garantir l'accès aux ressources naturelles », « Un commandement armé contre le

[3] On compte parmi ceux-ci, le général Carter Ham, à la tête de l'*Africom* de 2011 à 2013.

“terrorisme” », « *Africom*, allié des forces françaises » et « la guerre sino-américaine » tenteront de traiter les autres constats mentionnés ci-dessus.

Cet « article » se penche sur certains cas d’actualité récente[4]. De nombreux articles de journaux (principalement du *Monde* et du *Courrier International*) ont été d’une aide précieuse pour le réaliser. Certains documents officiels américains comme *Statement of General Carter Ham* du Comité des forces armées du Sénat des États-Unis ont aussi été très enrichissants dans les recherches effectuées. D’autres ouvrages ne se focalisant pas uniquement sur l’*Africom* ont également été utilisés. Nous retiendrons notamment *Les grandes puissances et le pétrole africain* écrit par Fweley Diangitukwa et *Géopolitique de l’Afrique* de Philippe Hugon.

[4] Au 1er juin 2014

1. Définition de l'*Africom*

United States Africa Command, commandement armé pour l'Afrique ou *Africom*. Ces trois termes désignent une seule et même entité : le commandement étasunien qui coordonne l'ensemble des activités militaires sur la totalité des pays africains, à l'exception de l'Égypte.

L'*Africom* est le sixième commandement régional à être créé par le Département de la Défense des États-Unis[5]. La superpuissance est présente militairement sur la totalité de la planète. Elle divise sa politique de défense en six commandements, chacun étant responsable d'une région du monde. (cfr annexes – section 1)

L'*Africom* est entré en fonction en 2008. Dernier commandement à avoir été créé, il répond à la décision des États-Unis de s'implanter en Afrique pour prévenir certains conflits et pour s'y créer des alliés. Les autres commandements ont eux été créés pour répondre à des crises plutôt que pour les prévenir.

Selon le site internet de l'*Africom*, la mission du commandement est :

> *« la protection et la défense de l'intérêt national américain par le renforcement de la capacité militaire des pays africains et des organisations régionales et, si nécessaire par la conduite d'opérations militaires afin de combattre la criminalité internationale et de créer un environnement de paix susceptible de garantir la bonne gouvernance et de développement durable en Afrique ».* (United States Africa Command, 2014, trad. libre)

L'*Africo*m innove donc complètement. Ce commandement se concentre principalement sur l'entrainement des armées africaines. Cela lui permet de créer des relations avec ses armées, de se créer des alliés sans pour autant devoir augmenter les dépenses militaires qui, suite au conflit en Afghanistan créent

[5] L'Africom s'inscrit aux côtés du Northcom (commandement des États-Unis dans le Nord), du Southcom (commandement des États-Unis dans le Sud), de l'Eucom (commandement des États-Unis en Europe), du Centcom (commandement central des États-Unis) et du Pacom (commandement des États-Unis dans le Pacifique). (cfr. Annexes section 1).

polémique aux États-Unis. En entrainant les forces africaines, les Étasuniens gardent un œil sur leurs intérêts sur le continent africain. Cela en se réservant un mandat pour agir dans le cas où les intérêts des États-Unis deviendraient trop importants.

1.1 Histoire des relations entre les États-Unis et l'Afrique

À la différence de plusieurs pays européens, les relations que les États-Unis entretiennent avec l'Afrique ne sont pas chargées d'un lourd passé colonial. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que Washington a commencé à s'intéresser au continent africain et à aider certains pays, comme la République Démocratique du Congo, à accéder à l'indépendance. L'impact de Washington sur le continent est cependant resté minime. Si la superpuissance est intervenue en Afrique australe, c'est surtout indirectement via l'Afrique du Sud. À cette époque-là, la politique extérieure des États-Unis en Afrique se limitait à contrer l'influence de l'URSS et du communisme dans certains États comme l'Angola. (Fogue Tedom, 2011) En plus de l'Afrique australe, le pays a aussi concentré ses interventions dans la Corne de l'Afrique[6], zone qui borde les routes maritimes à proximité du Moyen-Orient et par lesquelles passent les tankers pétroliers.

Les États-Unis se sont toujours présentés comme étant anticolonialistes. Au début des années 1990, ils radicalisent cette position. Washington se met à reprocher aux anciennes puissances coloniales européennes leur monopole politique et économique sur leurs anciennes colonies. Le soutien que ces puissances apportent à des régimes autoritaires sur ce continent est aussi critiqué[7]. Les États-Unis décident donc d'axer leur offensive sur « la défense de la démocratie et sur la responsabilisation de l'élite africaine ». (Fogue Tedom, 2011)

Les États-Unis promettent aussi d'ancrer des économies africaines à l'économie mondiale. Pour cela, ils s'engagent à accroître les investissements américains sur le continent et à alléger la dette, en fonction du niveau de libéralisation de l'économie

[6] Les États-Unis sont intervenus directement en Somalie en 1992-1993.

[7] Les États-Unis ont pourtant aussi soutenu certains régimes autoritaires africains. On retiendra notamment le Négus, Mobutu et Museveni.

de chaque pays. L'objectif est de mettre fin aux marchés jugés captifs dont jouirait la France en Afrique[8].

Rapidement, Washington réalise qu'il existe un marché en Afrique, que ses industries ne satisfont qu'à hauteur de 7 %. Avec un potentiel évalué à 700 millions de consommateurs, ce marché suscite la convoitise. Pour pouvoir profiter pleinement des opportunités économiques africaines, les États-Unis s'engagent dans une offensive diplomatique et économique. En 1993, Bill Clinton supprime les droits de douane sur certains produits importés d'Afrique. Tout au long de son mandat, il s'intéressera aux opportunités qu'offre ce continent. (Fogue Tedom, 2011)

À partir du 11 septembre 2001, l'intérêt économique des USA pour l'Afrique devient clairement un intérêt stratégique. Les attentats ont mis en lumière la dépendance énergétique américaine vis-à-vis du golfe Persique. Washington s'intéresse donc aux potentialités du pétrole africain. Les travaux débouchent sur la publication d'un livre blanc intitulé *Le pétrole africain : une priorité pour la sécurité nationale des États-Unis et pour le développement de l'Afrique.* Il y est prescrit de faire du golfe de Guinée une zone d'importance stratégique pour le pays. (Fogue Tedom, 2011)
Une autre question vient alors à se poser : celle de la « sécurisation » du continent.

1.2 La naissance de l'*Africom*

Le 31 janvier 2006, George W. Bush annonce son objectif de réduire de 75 % la dépendance de son pays au pétrole du Moyen-Orient d'ici 2025.

Les États-Unis se tournent vers les ressources énergétiques du continent africain. L'avantage c'est que les États africains se montrent moins exigeants que d'autres pays exportateurs de pétrole dans le monde. Les pays africains laissent leur pétrole et leurs minerais ouverts à tout le monde, vendant leurs ressources à bas prix et sans se soucier de l'avenir. (Diangitukwa, 2012, p.14)

---

[8] Certains considèrent que le franc CFA (créé par la France en 1945 lors des accords de Breton Woods) est entré en vigueur afin de garantir à la France un marché captif pour ses produits dans ses colonies.

Cependant, les attaques « terroristes » qui ont eu lieu en 1998 aux ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya restent en mémoire (cfr infra). À la Maison blanche, tout le monde semble s'accorder sur la nécessité de mettre l'accent sur la responsabilité militaire des États-Unis envers l'Afrique.

De tout temps, les États-Unis ont associé et assimilé leurs besoins énergétiques aux questions de leur sécurité et de leurs intérêts « nationaux ». Dans *Les grandes puissances et le pétrole africain*, Fweley Diangitukwa rappelle d'ailleurs que depuis la chute de l'URSS, les guerres menées par les États-Unis ont toutes été menées dans les pays pétroliers ou sur la route des oléoducs et des gazoducs, dans le but de contrôler ceux-ci. (Diangitukwa, 2012, p.49).

Il n'est donc pas étonnant que le 6 février 2007, George W. Bush annonce la création d'un commandement armé unifié pour l'Afrique.

Auparavant, la politique militaire étasunienne en Afrique était partagée entre le commandement des États-Unis pour l'Europe (*Eucom*), le commandement central des États-Unis (*Centcom*) et le commandement des États-Unis pour le Pacifique (*Pacom*). Les intérêts grandissant de Washington en Afrique, il était devenu nécessaire d'investir davantage dans la sécurisation de ce continent.

Le 1er octobre 2007, l'*Africom* devient un commandement unifié sous la régence de l'*Eucom*. Le 1er octobre 2008, l'*Africom* devient indépendant.

1.3 Les composantes de l'*Africom*

« L'Africom ne doit laisser qu'une légère empreinte sur le continent africain ». C'est ce que les dirigeants de l'*Africom* ont répété à maintes reprises. C'est pourquoi les actions du commandement sont souvent indirectes. Il n'y a qu'une seule base militaire reconnue comme telle sur le continent. Il s'agit du camp Lemonnier à Djibouti dont « l'empreinte légère » est composée de près de 5000 hommes. Ce camp abrite la marine américaine, des avions, des drones, des hélicoptères et bien sûr, les forces terrestres.

À ce jour, on peut aussi compter huit bases de drones étasuniennes en Afrique. Elles se situent au Burkina Faso, au Niger, au Sud Soudan, en Mauritanie, en Éthiopie, en Ouganda, au Kenya et aux Seychelles. Les USA disposent aussi de treize ports logistiques. Ils se situent au Cap Vert, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria, au Cameroun, au Gabon, en Namibie, en Afrique du Sud, à l'île Maurice, aux Seychelles, en Tanzanie et au Kenya. (cfr annexes – section 2).

L'action de l'*Africom* se traduit surtout par des exercices militaires proposés aux armées du continent. Une carte publiée l'année dernière par l'US Army montre que les troupes de l'*Africom* ont organisé des activités ou des exercices dans presque tous les pays africains en 2013[9]. (Turse, 2014) (cfr annexes – section 2). Au total, 546 de ces activités militaires ont été organisées cette année-là par l'*Africom*.

Plus concrètement, l'*Africom* se compose de forces terrestres, de forces aériennes, de forces navales, de commandements pour les opérations spéciales et d'un commandement spécialisé pour la Corne de l'Afrique, territoire éminemment stratégique puisqu'il se situe à proximité des routes maritimes à destination du Moyen-Orient (cfr suppra).

C'est le général David M. Rodrigez qui est actuellement le commandant de l'*Africom*. Il est le troisième à occuper le poste de commandant de l'*Africom* et a pris ses fonctions le 5 mars 2013.

2. Développement de l'*Africom*

Le développement de l'*Africom* a été très rapide. Ce commandement, parti de rien en octobre 2007, exerce aujourd'hui une influence dans la plupart des pays africains. Les bases de drones fleurissent à travers le territoire et permettent aux forces étasuniennes de surveiller ce qu'il se passe sur la quasi-totalité du continent. Les

[9] Les pays qui n'ont participé à aucune activité américaine en 2013 sont la Guinée Bissau, l'Érythrée, le Soudan, la Somalie, Sao Tomé & Principe, Madagascar, le Zimbabwe et le territoire du Sahara occidental.

ports logistiques permettent aussi d'avoir une présence américaine permanente dans certains États africains. Ils permettent à Washington de garder un œil constant sur les côtes africaines, mais aussi d'avoir un point d'ancrage dans certains États jugés stratégiques.

Le budget de l'*Africom* a crû de façon exponentielle depuis l'entrée en vigueur du commandement. En 2007, l'*Africom* coûtait près de 37,5 millions d'euros au Pentagone. Dès 2008, ce montant a triplé et s'élevait à 113,3 millions d'euros. L'année suivante, c'était 286 millions d'euros qui étaient octroyés à l'*Africom*. À partir de 2010, le budget du commandement a diminué et a commencé à se stabiliser. Depuis, il se situe entre 140 et 220 millions d'euros, mais pourrait avoir diminué jusqu'aux alentours de 33 millions d'euros pour 2012[10]. (Ploch, 2011, p.13, trad. libre)

2.1 Le rejet africain

Si l'*Africom* s'est développé très rapidement, ce n'est pas grâce à l'aide que les pays africains auraient pu lui apporter. L'annonce de la création d'un commandement unifié pour l'Afrique par George W. Bush avait été très mal reçue dans plusieurs États africains. Beaucoup se sont interrogés sur les réelles motivations de Washington. Certains ont craint que l'*Africom* ne représente un effort néocolonial pour dominer la région militairement. Ce rejet a été exprimé officiellement par l'Union africaine, mais aussi à travers les médias.

En octobre 2007, des membres du Parlement panafricain, assemblée législative de l'Union africaine, ont voté une motion pour persuader tous les gouvernements africains de ne pas accéder à la requête de Washington et de refuser d'accueillir l'*Africom*. Une motion qui n'a pas eu d'effet puisqu'un mois plus tard, des chefs militaires d'Afrique de l'Ouest ont fait savoir que l'*Africom* avait été *« totalement mal compris par les pays africains ».* (Ploch, 2011, p.25, trad. libre)

[10] Le budget réel de l'Africom pour 2012 et pour 2013 n'a pas encore été publié.

Pour ce qui est de la réaction des médias, A. Carl LeVan, professeur universitaire de Washington, a démontré que les pays qui soutenaient l'*Africom* au moment de sa création étaient les pays dépendants de l'aide étrangère et principalement d'une aide provenant des États-Unis. Inversement, les pays ayant un taux de croissance plus élevé et qui dépendaient donc moins de l'aide étrangère étaient plus critiques envers l'*Africom*. Ainsi, un magazine sud-africain a appelé les Africains à s'opposer à l'*Africom* parce que le commandement menaçait de *« déstabiliser un continent déjà fragile ».* Des éditoriaux de journaux kenyans, zambiens et nigériens ont aussi critiqué la nouvelle politique étrangère des États-Unis. Par contre, en Éthiopie, au Libéria et au Rwanda, pays pour lesquels l'aide apportée par les États-Unis est essentielle, la nouvelle a été très bien reçue. (Carl LeVan, 2010, pp. 1-12, trad. libre)

Certains journaux africains ont aussi pointé du doigt l'insécurité que pourrait apporter l'instauration de l'*Africom*. Un journal sud-africain a ainsi annoncé : *« Où qu'il aille, Bush est un danger ambulant. Ses ennemis d'Al-Qaïda le suivent partout ».* (Carl LeVan, 2010, p.9, trad. libre.)

2.2 Un commandement pour l'Afrique basé en Allemagne

Lors de l'annonce de la création d'un commandement armé unifié pour l'Afrique, G. W. Bush souhaitait installer les quartiers généraux de l'*Africom* sur le continent africain. Mais les réactions précipitées des gouvernements africains pour s'opposer à ce projet l'ont contraint à installer le siège de l'*Africom* en Allemagne, à Stuttgart. Ce qui avait au départ été établi de façon provisoire est toujours d'actualité. Aucun État africain qui avait été sollicité pour accueillir le siège de l'*Africom* n'a accepté. En 2013, Washington a donc annoncé que les quartiers de l'*Africom* resteraient à Stuttgart de façon permanente.

D'après certains membres du gouvernement étasunien, cette base en Europe présente de nombreux inconvénients. Selon eux, il n'est pas facile de coordonner les actions contre les islamistes du Sahel depuis le centre de l'Europe. De plus, un vol de l'Allemagne vers l'Afrique prend du temps et coûte cher. En 2011, par exemple,

les frais de voyage pour l'*Africom* s'élevaient à 2,8 millions d'euros (United States Gouvernment Accountability Office, 2013, pp. 1-5).
Cependant, l'importance d'implanter les quartiers généraux de l'*Africom* sur le continent africain est surtout symbolique. Le commandement dispose d'une excellente communication avec ses installations africaines et les drones sont pilotés depuis Stuttgart ou depuis Washington. Il n'en serait pas autrement si les quartiers généraux de l'*Africom* étaient implantés en Afrique.

2.3 Ces bons amis américains

« Une présence directe et manifeste des forces américaines sur le continent africain peut être source de contestations. [Nous] devons nous entraîner à agir discrètement en respectant ces contraintes et les normes culturelles des pays hôtes », écrivait le colonel Guillaume dans Special Warfare, une revue de l'armée américaine (Akugizibwe, 2013, 28 novembre). La force de l'*Africom*, c'est bien cela : avoir réussi à s'installer sur l'entièreté d'un continent qui ne voulait pas de ce commandement au premier abord. Les ordres du colonel Guillaume ont été suivis à la lettre. Les médias parlent peu de l'implantation de l'*Africom* qui réussit parfaitement à se faire accepter par les populations locales.

> *« Dans un orphelinat de la République Démocratique du Congo, une école du Gabon ou dans un centre culturel de Côte d'Ivoire, des enfants dansent le rock avec des soldats, avant de recevoir un ours en peluche. En Afrique du Sud, de jeunes musiciens amateurs se réjouissent de partager la scène avec des professionnels. À Djibouti, un travail collectif dans les domaines de la musique et des arts visuels permet de surmonter les barrières linguistiques »,* peut-on lire dans un reportage Paula Akugizibwe, écrivaine et activiste. (2013, 28 novembre).

Les soldats américains semblent avoir réussi à se faire accepter par les populations locales en utilisant des canaux culturels. Des relations d'amitié sont aussi créées au sein des armées africaines. L'*Africom* privilégie, par exemple, la doctrine « soldat à soldat ». Elle encourage les gradés étasuniens et africains de même rang à établir

des relations personnelles à tout niveau : général à général, colonel à colonel, major à major et même capitaine à capitaine. Quels que soient les régimes mis en place, l'*Africom* parvient à créer des relations personnelles durables avec les hommes des armées africaines. (Ford, 2011).

Le commandement unifié pour l'Afrique n'a donc échoué que sur un point : celui d'établir son siège sur le territoire africain. Pour ce qui est du reste, l'*Africom* est une réussite. Les États-Unis répètent avec insistance que le commandement repose sur une concertation avec leurs partenaires africains en faisant passer aux oubliettes le rejet auquel ils ont dû faire face en 2007.

3. L'*Africom* ou comment garantir l'accès aux ressources naturelles

Aujourd'hui, l'Afrique détient environ 12 % des réserves mondiales de pétrole, 42 % des réserves d'or, entre 80 et 90 % des réserves de métaux proches du chrome et du platine et 60 % des terres cultivables. (Said, 2013). Pourtant, le continent n'arrive pas à en tirer profit. À l'exception du Botswana[11], les pays africains qui ont réussi à tirer profit des richesses de leurs sous-sols sont rares.

Qualifiées de « ressources maudites », les richesses de l'Afrique ont souvent favorisé l'éclosion de conflit et le pillage, plutôt que d'apporter le développement.
Souvent, ces richesses favorisent la militarisation du territoire. Deux cas de figure peuvent se présenter.

Premièrement, les ressources naturelles peuvent permettre de financer des conflits nationaux, tout en étant l'un de ses principaux enjeux. En Afrique, l'inégalité d'accès aux ressources naturelles crée souvent des tensions sur base identitaire (ethnique ou religieuse). Le meilleur exemple de ce cas de figure est celui des diamants de

[11] Le Botswana ou « l'exception africaine » a pu instaurer dès son indépendance un système politique démocratique et a connu une croissance économique stable (taux moyen de 8,2% entre 1970 et 1990 et 4,2% entre 1990 et 2007, 5,4% en 2013). Au lieu de susciter des conflits d'intérêts, les diamants botswanais ont stimulé cette croissance.

sang en Angola ou au Libéria. Lors de ces conflits, les mines de diamants étaient pillées et permettaient aux différents groupes armés de financer leurs armes, ce qui ne faisait qu'intensifier le conflit. (Hugon, 2013, p.23).

Dans le second cas de figure, les ressources naturelles peuvent attirer les puissances étrangères. Pour garantir leur accès à ces richesses, elles déploient des opérations militaires sur place. C'est exactement ce que fait aujourd'hui l'*Africom*. En installant des bases de drones et des ports logistiques à travers l'Afrique, les États-Unis souhaitent garder la main mise sur les ressources nécessaires à leur développement. Mais ce n'est pas tout.

> D'après Fweley Diangitukwa, *« les États-Unis souhaitent aussi contrôler toutes les zones pétrolières du monde, en dehors de la Russie, afin de créer une dépendance des autres puissances, comme la France, la Chine et l'Inde. C'est donc en plaçant les ressources énergétiques sous contrôle militaire que les États-Unis veulent non seulement garantir et prolonger leur suprématie, mais surtout retarder la montée de la Chine en tant que première puissance mondiale. »* (2012, pp 32-33).

Pendant longtemps, il a été facile pour l'Occident d'exploiter les matières premières de l'Afrique pour un coût dérisoire. Aujourd'hui, si les ressources naturelles africaines restent moins chères que sur les autres continents, y accéder est tout de même plus compliqué. Des pays émergents comme la Chine et l'Inde créent une nouvelle concurrence et les négociations se tendent.

Ces nouvelles tensions ne tombent pas à point nommé pour les États-Unis, étant aujourd'hui les plus grands consommateurs d'énergie au monde. Pour maintenir l'« American way of life », les Étasuniens sont obligés de consommer à outrance. Et, même si les réserves d'énergies fossiles sont en baisse, cette consommation d'énergie va continuer d'augmenter dans les années à venir.
Pour arriver à maintenir la cadence, les États-Unis mettent en œuvre une politique de soutien massif à leur propre industrie pétrolière et gazière. Ils diversifient leurs sources d'importations de pétrole et, comme expliqué plus haut, accordent de plus en plus en plus d'importance aux hydrocarbures d'origines africaines. La part de

l'Afrique dans les importations pétrolières américaines est aujourd'hui de 23 %, soit davantage que l'Arabie saoudite (20 %). (Hugon, 2013, p.107).
En janvier 2014, le pétrole africain importé par les États-Unis venait principalement d'Angola, du Nigeria, d'Algérie et du Congo Brazzaville. Les États-Unis ont aussi importé du pétrole de Tunisie, de Guinée Équatoriale, de Mauritanie, de Côte d'Ivoire et d'Afrique du Sud. L'origine et les quantités de pétrole importées varient d'une période à l'autre. (United Sates department of energy, 2014).
À part la Guinée équatoriale, tous les pays africains qui vendent du pétrole aux États-Unis ont participé aux activités organisées par l'*Africom* en 2013 (voir annexe – section 3). L'*Africom* possède toujours des bases de drones ou des ports de ravitaillement dans les pays exportateurs de pétrole ou dans l'un des pays limitrophes de ces États. Si l'*Africom* ne possède pas de base dans les pays du Maghreb, l'*Eucom* en exploite plusieurs depuis la côte opposée de la mer Méditerranée.

En regardant la carte en annexe (section 3), on se rend compte qu'une majorité des ports de ravitaillement de l'*Africom* se situent dans le Golfe de Guinée, d'où est extraite une grande partie du pétrole à destination des États-Unis. Le Nigeria est particulièrement surveillé par l'*Africom* (cfr infra). Il y a une base de drones dans le sud du Niger et un port de ravitaillement à Lagos, métropole nigériane et l'une des plus grandes villes du continent africain. L'*Africom* avait aussi déposé une demande pour que les quartiers généraux du commandement soient installés au Nigeria. On comprend pourquoi. Ce pays est le premier producteur de pétrole en Afrique. Mais ce n'est pas tout, le Nigeria est aussi le deuxième producteur de gaz naturel du continent et depuis peu, la première puissance économique africaine.

Cependant, les richesses nigérianes ne profitent pas à la population. Comme les autres pays africains exportateurs de pétrole, le Nigeria a ouvert les puits d'hydrocarbure en laissant les multinationales s'installer sans leur poser aucune contrainte. Ces entreprises arrivent avec leurs propres employés, et les rentes colossales qui résultent de l'extraction des ressources bénéficient uniquement aux gouvernements. Elles n'interviennent presque pas dans l'économie nationale, mais

passent directement dans la poche des dirigeants. Aymeric Chauprade[12] explique bien ce paradoxe dans *Les enjeux géopolitiques des ressources naturelles*.

> *« Économie industrielle pour les Occidentaux, l'économie du pétrole est une économie de rente pour les Africains. Elle sert à se servir, elle ne sert pas à la modernisation industrielle. D'ailleurs, si les Africains utilisaient l'argent de leur pétrole pour se développer, alors l'industrialisation et la croissance se mettraient à consommer du travail et du pétrole. Les Africains devraient alors moins exporter et plus utiliser leur propre pétrole pour leur propre développement. Cela signifierait que la rente financière diminuerait pour les dirigeants africains et qu'ils pourraient moins s'enrichir ».* (Diangitukwa, 2012, introduction).

Autre aberration : les États africains exportent leurs matières premières vers des pays qui vont les transformer et les leur revendre ensuite sous forme de produits finis à des prix exorbitants. Le Nigeria est donc le premier pays producteur de pétrole africain tout en devant faire face à de fréquentes pénuries d'essence.

En plus du pétrole, le continent africain est aussi connu pour ses ressources minières. D'ici peu, le pétrole ne sera plus la première source d'énergie utilisée à travers la planète et sera remplacé par le charbon. Cette poussée du charbon est principalement due à l'explosion de la demande de la Chine et de l'Inde, pays qui enregistrent des taux de croissance élevés depuis plusieurs années (Laponche, 2013 – 2014, p.32). Certains pays africains pourront répondre à cette nouvelle demande. On trouve du charbon en Afrique du Sud, au Ghana, au Nigeria, au Mozambique et en Tanzanie.

L'Afrique est aussi riche en métaux. De nos jours, on en consomme un nombre toujours plus important. Les « grands métaux » sont des matières industrielles produites à plus d'un million de tonnes. Le fer en fait partie (plus de 2 milliards de minerais) ainsi que neuf autres métaux dont la production varie entre un et 39 millions de tonnes[13]. Il y a aussi ce qu'on appelle les « petits métaux » dont la

[12] Aymeric Chauprade est un géopolitologue français. Il a été professeur à l'école de guerre française. Il est aussi député européen du Front National.

[13] L'alumine, le chrome, le cuivre, le manganèse, le zinc, le titane, le silicium, le plomb et le nickel.

production varie de quelques milliers à un million de tonnes[14]. Sans oublier les métaux précieux tels l'argent, l'or et le platine. (Mérenne-Scoumaker et Orcier, 2014, pp. 16-17)

Au nord de l'Afrique et principalement au large de la Corne de l'Afrique passent d'importantes routes maritimes sillonnées par des tankers chargés de pétrole importé du Moyen-Orient et à destination des États-Unis. C'est l'une des raisons pour lesquelles Washington a tenu à créer un commandement militaire particulier pour la Corne de l'Afrique. Les enjeux de sécurité dans cette région sont très importants pour la superpuissance. (cfr infra)

4. Un commandement armé contre le « terrorisme »

Les intérêts des Étasuniens en Afrique reposent surtout sur la question des ressources. Plus principalement, les ressources énergétiques. Déployer leurs forces armées sur le continent permet aux États-Unis de sécuriser leurs intérêts en Afrique. Il ne faudrait pas que les groupes « terroristes » s'emparent des mines ou des puits d'hydrocarbures qui leur sont essentiels. Le 6 mars, devant la Commission des forces armées du Sénat, David M. Rodriguez, le commandant de l'*Africom*, a confirmé cet objectif. « En Afrique du Nord et de l'Ouest, les groupes "terroristes" ont étendu leurs opérations, accroissant ainsi les menaces contre les intérêts américains ». (Guibert et Mandraud, 2014)

Depuis plusieurs années, la menace des groupes « terroristes » croit en Afrique, et ce, principalement dans le Sahel. En Europe, on entend depuis longtemps parler de l'AQMI, du Mujao et de la guerre dans laquelle la France s'est engagée au Mali. Mais ce groupe n'est pas le seul à menacer un pays africain. La secte islamiste Boko Haram sème la terreur dans le nord du Nigeria depuis plusieurs années. L'enlèvement des 233 lycéennes de Chibok, le 14 mai 2014, rend ce groupe mieux connu des Européens. Mais il reste une menace sous pesée et peu traitée par les médias occidentaux. Le groupe Al-Shabaab en Somalie sème lui aussi la terreur. On

[14] Parmi ceux-ci on compte par exemple le magnésium, le molybdène, l'antimoine, le cobalt, le vanadium, le tungstène et le cadmium.

en entend encore moins parler. Pourtant, avec une capacité de 7000 hommes, ce groupe a réussi à déclarer la guerre au gouvernement somalien.
Ces organisations sont toutes présentées comme étant plus ou moins liées à la nébuleuse Al-Qaïda. Pour augmenter leur puissance en Afrique, elles s'appuient sur la pauvreté, l'exclusion et les frustrations que subissent les citoyens.

Les premiers attentats sur le continent africain à avoir alarmé les États-Unis sur la question du « terrorisme » en Afrique remontent à 1998. Survenus au matin du 7 août de cette année, ces attentats suicides ciblaient les ambassades américaines de Nairobi au Kenya et de Dar es-Salaam en Tanzanie (Fogue Tedom, 2011). Il a été démontré que les auteurs du drame étaient des membres locaux d'Al-Qaïda. Ces attaques antiaméricaines sont les plus importantes qui soient survenues sur le « sol » américain avant le 11 septembre 2001. 391 personnes ont été tuées ce jour-là. La majorité d'entre elles étaient des Africains.

Avec ces attentats, les États-Unis se rendent compte de la détermination des « terroristes » à frapper leurs intérêts partout dans le monde. Ils devront désormais le prendre en compte dans leur nouvelle stratégie en Afrique.

Depuis 2007, année de la création de l'AQMI et d'Al-Shabaab, d'autres attaques ont pris pour cible des bâtiments américains en Afrique. Cette année-là, de nombreux attentats, ne visant pas prioritairement des installations américaines, ont été commis en Algérie et en Mauritanie. En 2012, de nouveaux groupes apparaissent au Sahel. Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest), créé fin 2011 fait ses débuts, Ansar Dine[15] et Al-Mouakaoun[16] sont créés la même année. À partir de ce moment-là, la menace pour les Étasuniens est perçue comme réelle. (Courrier International, 2013, 24 janvier)

[15] Anasar Dine signifie en arabe « défenseurs de la religion ». Ce groupe a participé à l'insurrection malienne de 2012 aux côtés du MNLA et du Mujao. L'un de ses objectifs est d'instaurer la Charia à l'ensemble du Mali.

[16] Al-Mouakaoun be dam (« les signataires du sang ») est une katiba opérant dans le sud algérien. Le groupe serait responsable de la prise d'otages de Tiguentourine.

Parmi les attaques récentes dirigées contre les États-Unis sur le sol africain, on retiendra notamment celle du 11 septembre 2012, à Benghazi, en Libye. Ce jour-là, la mission diplomatique américaine est assaillie, l'ambassadeur américain se fait assassiner ainsi que de trois autres diplomates.

La sanglante prise d'otages du complexe gazier de Tinguentourine[17], non loin de la ville d'In Amenas en Algérie a, quant à elle, réellement alarmé les États-Unis.
Quelques jours après cette prise d'otages, le général Carter Ham alors commandant de l'*Africom*, a déclaré que « *le réseau Al-Qaïda est une menace pour les intérêts américains ».* Washington se rend compte en fait que les « terroristes » peuvent non seulement s'attaquer à leurs ambassades, mais pourraient aussi s'en prendre à leurs usines. (Guibert et Mandraud, 2014)

La stratégie de Barack Obama pour répondre à cette menace est de démanteler le réseau d'Al-Qaïda. Pour y parvenir, il cible sur l'octroi de plus de pouvoir aux administrations locales et régionales en Afrique ainsi que sur la collaboration avec des États partenaires.

L'objectif de combattre le « terrorisme » n'a pas toujours été revendiqué par l'*Africom*. En août 2007, Theresa Whelan, vice assistante du secrétaire à la Défense[18], contestait ouvertement la vocation antiterroriste du commandement. À cette époque, elle n'était pas seule à nier le lien entre la création de l'*Africom* et la montée du « terrorisme » et des groupes liés à Al-Qaïda en Afrique.
Les Étasuniens voulaient éviter d'exposer leurs partenaires africains à une menace plus importante. D'autant plus que les lacunes des États africains en matière de sécurité sont connues de tous. D'autre part, les Étasuniens ne voulaient pas aviver la

[17] L'usine de Tinguentourine était exploitée par la société britannique BP lorsqu'elle a été attaquée en janvier 2013. Près de 800 personnes ont été prises en otage par un groupe dissident d'Al-Qaïda. Cette attaque, visiblement préparée de longue date, avait pour objectif de réclamer la fin de l'intervention française au Mali. Les assauts de l'armée algérienne ont finalement permis de récupérer les otages. Mais 66 personnes ont trouvé la mort dans ces attaques, dont 29 « terroristes ». (Guibert et Mandraud, 2014)

[18] Plus haut poste au département de la défense pour les relations Afrique - États-Unis.

détermination des mouvements « terroristes » à frapper leurs intérêts en Afrique. (Fogue Tedom, 2011)
Mais cet objectif est difficile à masquer. Comme le dit très bien Alain Fogue, Professeur de relations internationales à Yaoundé, *« L'Africom, c'est en fait un commandement combattant le "terrorisme" qui se camoufle dans les questions humanitaires, le développement et la prévention des conflits en Afrique ».* (Fogue Tedom, 2011)

Le général Carter Ham, prédécesseur de David Rodriguez, a lui-même affirmé la vocation antiterroriste de l'*Africom*.

> *« Nous sommes particulièrement préoccupés par les organisations extrémistes violentes en Afrique : Al-Qaïda pour le Maghreb islamiste, actif dans le Nord et dans l'Ouest de l'Afrique, Boko Haram au Nigeria et Al-Shabaab en Somalie. Si chacune de ces organisations est une menace pour les intérêts des Américains et la stabilité de la région, la collaboration croissante entre ces organisations met en lumière le danger qu'elles représentent collectivement. »* (Senate armed services committee, 2013, trad. libre)

Sur base de cette citation, nous nous pencherons sur la menace réelle que représente chacun de ces mouvements ainsi que sur les actions que l'*Africom* tente de mener contre eux. (cfr annexe – section 4).

4.1 AQMI

Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) est un groupe islamiste à tendance salafiste radicale. Salaf signifie « les Anciens » ou « les pieux ancêtres ». Le salafisme tend à utiliser les valeurs progressistes de l'Europe pour les confronter à la relecture de leur héritage. Ils souhaitent revenir aux premiers et véritables enseignements de l'Islam originel (Delmotte, 2014, p.37).

Dans les années 1990, AQMI a semé la terreur en Algérie sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication au combat (GSPC). En 2007, il change de nom et se

replie dans le Nord du Mali. Le groupe s'allie ensuite avec le MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad), organisation armée touarègue qui milite pour l'indépendance de la partie nord du Mali, l'Azawad. Le 12 janvier 2012, la guerre est déclarée entre les deux groupes et les forces armées maliennes. En janvier 2013, les Français déploient l'opération *Serval*, en renfort aux troupes maliennes. Depuis, l'armée française aurait abattu près d'un millier de combattants de l'AQMI. Mais depuis cette intervention, la zone d'action d'AQMI s'est étendue. (Guilbert et Mandraud, 2014)

De la Mauritanie au Tchad et du sud de la Tunisie au sud du Niger, les « terroristes » profitent du climat d'insécurité du Sahel pour mener leurs opérations. Ce terrain est idéal pour mener leurs activités. Comme le dit le journaliste Richard Dowden dans un article du *Times* :

> *« Le Sahara est comme une mer où l'on rencontre peu d'obstacles naturels et où il n'y a pas de frontières apparentes. C'est un espace idéal pour se livrer au trafic d'argent, de drogue, de cigarettes, d'armes et d'êtres humains. Des étrangers y étaient et sont encore fréquemment pris en otages »* (2013).

Le Sahel est aussi une région idéale pour les échanges entre différents groupes « terroristes ». Les connexions entre ceux-ci sont nombreuses. L'AQMI, pour sa part, entretient des relations avec Al-Qaïda, mais aussi avec les autres organisations présentes en Afrique. Il sert d'exemple à plusieurs groupes armés comme Boko Haram au Nigeria ou Al-Shabaab en Somalie. En 2013, le général Carter Ham avait exprimé son inquiétude face à ces connexions. Selon lui, plusieurs indices laissent penser que les groupes « terroristes » en Afrique tenteraient de coordonner et de synchroniser leurs efforts (Senate armed service comitee, 2013, p.7, trad. libre).

L'AQMI tisse aussi des liens logistiques avec d'autres groupes islamistes radicaux nés après les « printemps arabes » de 2011, comme ceux d'Ansar Al-Charia, implantés à l'est de la Libye et Ansar Dine. Le groupe entretient aussi des relations avec le Mujao. Ce groupe djihadiste est d'ailleurs une dissidente de l'AQMI qui conteste la suprématie des islamistes algériens.

L'AQMI est donc l'organisation « terroriste » africaine la plus menaçante pour les États-Unis. C'est elle qui pourrait le plus rapidement entraver les intérêts et la sécurité nationale des États-Unis. Et ce à cause des connexions qu'elle entretient avec les autres groupes « terroristes », mais aussi en raison de l'immense territoire sur lequel elle mène ses actions. Cela, les têtes pensantes de l'*Africom* l'ont bien compris.
Au Sahel, l'*Africom* entretient des relations étroites avec pratiquement tous les pays qui bordent le sud du Sahara, depuis l'Atlantique jusqu'à l'océan Indien. Il s'agit de la Mauritanie, du Tchad, du Niger, du Nigeria et du Sénégal. Au Nord, l'*Africom* maintient les mêmes liens avec les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) et jusqu'en 2011, avec la Libye de Kadhafi. (Ford, 2011)

Dans ces pays, les États-Unis mettent en place des missions d'entraînement contre les groupes islamistes armés. La puissance américaine a aussi mis en place un partenariat entre dix États du nord et de l'ouest de l'Afrique : « Trans-sahara counter terrorism partnership ».

Mais les efforts des États-Unis pour protéger leurs intérêts en Afrique de l'Ouest ne s'avèrent pas toujours efficaces. Par exemple, l'un des résultats les plus alarmants de l'épisode malien est que la plupart des soldats entraînés par les États-Unis semblent être restés dans leurs casernements lors du conflit de 2012-2013 ou ont déserté pour rejoindre les islamistes. (Dowden, 2013)

Au Mali, les États-Unis n'agissent donc pas directement, mais sous couvert des armées locales. L'armée malienne et l'armée tchadienne participent à de nombreux entrainements de l'*Africom*. Le commandement américain travaille également en étroite collaboration avec l'opération française *Serval* (cfr infra). L'*Africom* dispose de bases de drones dans trois pays frontaliers du Mali : le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie… de quoi surveiller de près les salafistes sans pour autant se faire pointer du doigt par la communauté internationale.

4.2 Boko Haram

Le 7 mai 2014, Michèle Obama publie sur Twitter une photo la représentant avec une affiche sur laquelle on peut lire « #BringBackOurGirls ». La photo fait rapidement le tour du monde. Toute la presse en parle. Ses clones parisiennes, Carla Sarkozy et Valérie Trierweiler se dépêchent de l'imiter (Comager, 2014). En quelques heures, la cause devient mondiale. Le monde entier se mobilise pour sauver les quelque 300 lycéennes nigérianes enlevées à Chibok par Boko Haram dans la nuit du 14 au 15 avril 2014.

Pourtant c'est depuis 2002 que Boko Haram sème la terreur au Nigéria. Créée par Mohammed Yusuf, un théologien formé en Arabie Saoudie, cette secte islamiste combat l'Occident, qu'elle considère comme impur. En haoussa[19], Boko Haram signifie « l'éducation occidentale est un pêché ». Depuis qu'Abudakar Shekeau s'est placé à la tête de la secte, en 2010, le groupe s'est radicalisé. (Courrier International, 2014, 25 mai)
Au Nigeria, de nombreux enfants se font égorger sur le chemin de l'école, les attentats se multiplient. Chaque jour, des membres de la secte incendient un village ou prennent des personnes en otage. Entre janvier et mai 2014, Boko Haram a tué près de 2000 personnes.

L'armée nigériane est théoriquement l'une des plus puissantes du continent. Pourtant, elle se montre incapable de répondre à la menace que représente le groupe. Pour que le monde se mobilise, il aura fallu attendre que Michèle Obama lance le mouvement. Savait-elle ce qu'elle faisait à ce moment-là ? Est-ce qu'en publiant cette photo Michèle Obama savait qu'elle allait rendre légitime, voire nécessaire l'intervention de son mari dans la première puissance économique d'Afrique ?

Certains pensent que oui. Dans un article publié sur le site d'information *compareafrique.com,* la journaliste féministe Jumoke Balogun rappelle que le

[19] Le haoussa est une langue tchadique pratiquée par 40 à 50 millions de locuteurs en Afrique de l'Ouest.

#Kony2012, lui aussi, avait permis à Barack Obama de placer ses pions en Afrique. Ce hashtag avait été lancé dans le but de faire connaître Joseph Kony au monde. Le chef des rebelles de *l'Armée de Résistance du Seigneur* a semé la terreur en Ouganda et au sud Soudan. Il aurait fait enlever entre 60 000 et 100 000 enfants dans les années 1990.
Lorsque la campagne *#Kony2012* a été lancée, elle avait aussi rapidement fait le tour du monde. Pour « répondre aux revendications des citoyens », Barak Obama a envoyé une centaine de militaires américains sur le territoire. Leur objectif était de capturer Joseph Kony. Ce dernier est toujours en liberté et pour l'instant, l'*Africom* a cessé les recherches. Cela n'a pourtant pas empêché Barak Obama d'envoyer des troupes supplémentaires sur le terrain en mars 2014. Elles sont désormais présentes en Ouganda, en République centrafricaine, au Sud-Soudan et en République démocratique du Congo (Balogun, 2014).

Les campagnes sur Twitter sont donc bénéfiques pour Barak Obama. Ce sont les 223 lycéennes de Chibok, retenue par Boko Haram, qui ont permis aux États-Unis de justifier leur intervention au Nigeria. Le président américain a décidé d'envoyer près de 80 militaires, des agents du FBI et des agents du département de la Justice au Nigeria, afin de retrouver les jeunes lycéennes. Mais l'intérêt des Étasuniens réside-t-il uniquement dans le retour de ces jeunes filles dans leur foyer ?
On peut en douter. Il est intéressant de constater que les États-Unis se déploient au Nigeria un mois à peine après que le pays soit classé première puissance économique d'Afrique. En avril 2014, le pays a doublé l'Afrique du Sud et annoncé un PIB de près de 375 milliards d'euros. (Jerven, 2014)

Pour les États-Unis, la collaboration avec la première puissance économique d'Afrique est primordiale. D'autant plus s'il s'agit aussi du premier producteur de pétrole du continent. Avec près de 2.2 millions de barils extraits chaque année, le Nigeria est aussi le 4e producteur de pétrole du monde (Said, 2013). En février 2014, les revenus issus du pétrole au Nigeria s'élevaient à 2,86 milliards d'euros. Cela équivaut à 74,3 % du revenu total du pays. (Premium Times, 2014).

Ces chiffres sont cependant à prendre avec précaution. Ils ne constituent pas un indicateur de développement. Si une minorité de la population nigériane est riche, ce

n'est pas le cas du reste des habitants du pays. La grande majorité des quelque 170 millions de Nigérians vit avec moins de deux dollars par jour. (AFP, 2014)

Cela n'empêche pas les États-Unis d'attacher une grande importance à leur partenariat avec le Abuja, valeur « sûre » dans le domaine du pétrole[20].
Cependant, la sécurité du pays laisse à désirer. C'est pour cela que la superpuissance américaine se doit de rester vigilente. Comme le dit si bien le général Carter Ham, Washington se doit de « *veiller à la sécurité de ses intérêts sur le territoire* » (Senate armed service comitee, 2013, p.10, trad. libre). En plus de Boko Haram, le Nigeria est menacé par la piraterie dans le golfe de Guinée. En 2006, on estimait qu'entre 70 000 et 300 000 barils de pétrole étaient volés chaque jour au Nigeria ce qui génèrerait au minimum 1,1 milliard d'euros par an. (Wolfe, 2006, trad. libre)

Si les disparitions de barils de pétrole sont inquiétantes, une menace supplémentaire plane sur le partenariat nigerio-américain. Elle concerne la concurrence des autres puissances économiques sur le sol africain. Effectivement, au moment où Michèle Obama publiait sa célèbre photo sur Twitter, le Premier ministre chinois, Li Kexiang, était reçu par l'Union africaine à Addis Abeba. Il y confirmait l'intensification des relations économiques, politiques et sociales sino-africaines. Il devient évident que la Chine, elle aussi, convoite le pétrole nigérian. *« Elle s'infiltre dans le pays presque comme un caméléon, car le Nigeria est traditionnellement une chasse gardée des compagnies occidentales, particulièrement étasuniennes »,* explique Fweley Diangitukwa. Des partenariats entre les deux pays concernant la vente de pétrole sont signés depuis 1997. (2012, pp. 62-65)

Les États-Unis, en constante concurrence avec la Chine (cfr infra), surveillent donc le Nigeria de près. En 2003, un membre du Département de la Défense américain avait annoncé officiellement que *« la mission clé des forces américaines [en Afrique] était de s'assurer que les puits de pétrole nigérians soient sécurisés »* (Ploch, 2011, p.26,

[20] Le Nigeria extrait du pétrole depuis 1958 (Sellier, 2011, p.134) et est aujourd'hui le cinquième fournisseur de brut des États-Unis. Le Nigeria est aussi riche en gaz. Selon Fweley Diangitukwa, il y aurait même plus de gaz que de pétrole dans le sol nigérian. (2012, pp 62-65).

trad. libre). Comme beaucoup de ses consœurs africaines, l'armée nigériane collabore avec l'*Africom* et participe à ses entrainements. Un port logistique de l'*Africom* est installé à Lagos et une base de drones dans le sud du Niger permet de surveiller le pays. (cfr annexes – section 4).

4.3 Al-Shabaab

La Corne de l'Afrique n'est pas riche en ressources naturelles. Cette région est semi-désertique et en dehors de certaines vallées en Somalie (Chébéli, Djouba…), seuls des éleveurs nomades peuvent y survivre (Sellier, 2011, p.46). Pourtant, cela n'empêche pas cette région d'être ultra militarisé par les forces internationales.

C'est à Djibouti que se trouve le camp Lemonnier, seule base de l'*Africom* reconnue comme telle. Elle abrite près de 5000 hommes. Dans le même pays se trouve aussi une base française qui compte 2000 hommes (Bozonnet, 2014). Deux bases de drone de l'*Africom* sont aussi installées dans la région : en Éthiopie et eu Kenya.
La cause de cette militarisation massive : la route maritime qui longe les côtes somaliennes et qui relie l'océan Indien à la mer Rouge et à la mer Méditerranée. Cette route énergétique et commerciale est d'une importance primordiale pour de nombreux pays. Et en ce seul point se réunissent les intérêts des États-Unis et de la France, mais aussi de la Russie, de l'Australie, de la Chine, de l'Iran et de beaucoup d'autres. Tous ces États se réunissent au sein d'une force maritime appelée SHADE (Shared Awareness and deconfliction). Cette initiative internationale a pour objectif de combattre les groupes de pirates qui sévissent le long des côtes somaliennes et qui plongent le commerce international dans l'insécurité (Théron, 2012).

Cette route longe les côtes somaliennes et yéménites. Sa sécurité dépend donc de la stabilité de ces deux États, ce qui est loin d'être acquis.
Depuis 1991, la Somalie est plongée dans le chaos. En 2012, le nombre de victimes d'un conflit, qui s'opère loin des yeux des médias, s'élevait à entre 350 et 500 000 personnes (Théron, 2012).

Comme l'explique Julien Théron dans un article publié dans *Le Monde*, le gouvernement fédéral de transition somalien ne contrôle qu'une petite partie du pays, au centre nord et dans la capitale, Mogadiscio.
Le centre sud du pays est, quant à lui, aux mains d'une alliance de milices armées, réunie par l'Union des tribunaux islamiques et nommée Al-Shabaab (« jeunesse », en arabe). (Théron, 2012)

Ce groupe, de tendance salafiste, a été créé en 2007. Avec une capacité de près de 7000 hommes, il revendique l'instauration d'un régime théocratique islamique en Somalie. En 2009, Al-Shabaab a déclaré la guerre au gouvernement central. Cela a provoqué, avec la bénédiction des États-Unis, l'intervention des forces kenyanes et éthiopiennes. (Courrier International, 2013, 24 janvier).

Ces troupes apportent une sorte de renfort à l'Amisom (mission de l'Union africaine en Somalie) qui compte aujourd'hui près de 22 000 hommes (Azikiwe, 2014). Cette mission de maintien de la paix sous mandat onusien a pour but de protéger le gouvernement fédéral de transition et les infrastructures stratégiques du pays. (Théron, 2012). Elle est majoritairement composée de soldats burundais et ougandais, deux pays qui sont bien en cour à Washington. On peut donc dire qu'une fois de plus, c'est l'*Africom* qui mène la danse, même dans les missions africaines. *« Les forces africaines fonctionnent comme mercenaires de Washington et sont payées essentiellement par des Américains »,* explique à ce propos Glen Ford, journaliste américain (2011).

Ce qui inquiète les Étasuniens dans Al-Shabaab, ce n'est pas le groupe en tant que tel. Ce sont principalement les relations que ce groupe entretient avec d'autres organisations « terroristes », notamment avec Al-Qaïda.
Depuis la naissance d'Al-Shabaab, le groupe accueille à bras ouverts les djihadistes qui fuient la péninsule arabique pour se réfugier en Somalie. Dans les rangs de l'organisation, on trouve des militants originaires du Yémen, d'Arabie Saoudite, du Soudan, du Pakistan et aussi de l'Afghanistan. En février 2012, Al-Shabaab a, sans surprise, publié une vidéo dans laquelle il prêtait allégeance à Al-Qaïda.

C'est l'une des raisons pour lesquelles ce territoire est si étroitement surveillé. En mars 2013, le général Carter Ham était d'ailleurs fier du résultat : *« En Somalie, des opérations soutenues par les forces africaines, aidées par les forces américaines et la communauté internationale, on affaiblit Al-Shabaab »*, a-t-il annoncé. (Senate armed services comitee, 2013, p.2, trad. libre)

Pourtant, à peine un an plus tard, le groupe salafiste continue de semer la terreur en Somalie, ainsi qu'au Kenya et au Djibouti. C'est Al-Shabaab qui serait responsable de l'attaque du centre commercial de Westgate, à Nairobi. Cet attentat du 21 septembre 2013 a fait 68 morts au Kenya. Le groupe a aussi revendiqué la responsabilité de deux attentats qui ont eu lieu en mai 2014 à Mombasa et à Nairobi. Al-Shabaab a aussi fait parvenir un communiqué de presse à l'AFP dans lequel il revendiquait l'attentat du 24 mai 2014 à Djibouti. Cette attaque avait eu lieu dans un restaurant fréquenté majoritairement par des soldats étrangers. Trois personnes y ont perdu la vie et 35 ont été blessées.
Dans son communiqué, Al-Shabaab se félicitait que ces blessés soient majoritairement français. *« Dans le cadre de la guerre sainte contre la croisade menée par l'occident contre l'islam, les forces d'Al-Shabaab ont mené une opération couronnée de succès contre la coalition croisée occidentale basée à Djibouti »,* ont-ils ajouté. (Bozonnet, 2014)

La menace d'Al-Shabaab est donc toujours bien présente dans la Corne de l'Afrique. *« Il y a un an, on les disait très affaiblis, en réalité, les Shabaabs conservent une capacité militaire forte »,* a affirmé au *Monde* Roland Marchal, chercheur au CERI[21] et spécialiste de la Corne de l'Afrique. Pour lui, cette régionalisation marque l'échec de la stratégie américaine en Somalie et de son approche uniquement militaire. (Bozonnet, 2014)

5. *Africom*, l'allié des forces françaises

Dans les médias, on parle beaucoup des opérations françaises en Afrique, principalement dans le Sahel. Les opérations *Serval* au Mali et *Sangaris* en

[21] Centre d'études et de recherches internationales (Paris).

République centrafricaine (RCA) ont fait la une des journaux pendant de longues semaines. François Hollande se comporte comme le gendarme de l'Afrique. Mais les relations que les troupes françaises en Afrique entretiennent avec les troupes de l'*Africom* sont moins transparentes.

Selon Philippe Leymarie, journaliste à Radio France international

> *« François Hollande organise […] un redéploiement des moyens militaires dans le Sahel, en rêvant de coordonner son dispositif avec les Américains […] Washington reconnaît le savoir-faire et l'implication méritoire de la France dans les interventions militaires en Afrique, et lui accorde son soutien logistique »* (2014, 6 février).

La collaboration entre les deux puissances est équivoque. La lutte contre Al-Qaïda réunit Paris et Washington autour d'un objectif commun. *« Face à Al-Qaïda, nous sommes en relation quasi horaire avec nos interlocuteurs américains, le commandement pour l'Afrique (Africom) et celui des opérations spéciales »,* explique à ce propos l'amiral Guillaud, chef d'état-major français de 2009 à 2014 (Guilbert et Mandraud, 2014). Selon *Le Monde*, les réunions entre les services étasuniens et français sont quotidiennes : agence centrale du renseignement (CIA), agence de sécurité nationale américaine (NSA), direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), et direction du renseignement militaire (Guilbert et Mandraud, 2014).

Sur le terrain, il semble que les deux puissances se soient partagé la tâche. Le nord de la Libye et l'est de l'Afrique sont sous contrôle américain. Le sud de la Libye et l'ouest de l'Afrique sont surveillés plus étroitement par les troupes françaises.
Cette division du travail s'applique aussi au niveau opérationnel. Les moyens techniques de collecte d'images reviennent à Washington, tandis que Paris s'occupe de la connaissance du terrain et des renseignements humains (Guilbert et Mandraud, 2014).

Sur le long terme, cette collaboration pourrait s'approfondir.

> *« J'ai proposé à M. Chuck Hagel*[22] *d'approfondir et la coopération opérationnelle et le dialogue stratégique avec Washington sur l'Afrique, avec notamment la mise en place d'un groupe à haut niveau d'analyse stratégique pour cette région. Ce groupe aura pour tâche de développer une réflexion sur le cadre nous permettant de passer d'une logique de soutien dans l'urgence à une logique d'opération coordonnée, voire conjointe, dans la durée »,* a expliqué, le 24 janvier 2014, Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense (Leymarie, 2014).

5.1 Collaboration sur le terrain malien

Les Étasuniens surveillent étroitement le territoire malien et la zone d'influence d'AQMI (cfr. supra). Selon *Le Monde,* Paris tente de coordonner plus étroitement ses opérations avec Washington dans la lutte contre ce groupe « terroriste ». (Guilbert et Mandraud, 2014)

Les forces françaises sont présentes au Mali depuis le déploiement de l'opération *Serval,* le 11 janvier 2013. Sa mission : reconstituer les capacités des forces armées maliennes pour permettre aux autorités de reprendre le contrôle du nord du pays.

Jean-Yves Le Drian devait sceller la fin officielle de cette opération au mois de mai. Serval serait alors remplacé par une nouvelle opération, régionale, destinée à contenir les groupes liés à Al-Qaida dans la bande saharo-sahelienne. Mais les affrontements à Kidal du 21 mai 2014, qui se sont soldés par la mort d'une trentaine de soldats maliens et par la prise de la ville par le MNLA, ont contraint les Français à changer de programme et à laisser l'opération Serval agir sur le terrain pour une nouvelle période, indéterminée. Au cours de cette période, la collaboration entre les forces françaises et américaines restera probablement en vigueur.

[22] Ministre étasunien de la Défense

5.2 Collaboration en Centrafrique

L'objectif convenu de la mobilisation étasunienne en Afrique est la lutte contre Al-Qaïda. Or, la nébuleuse « terroriste » ne semble pas présente en République centrafricaine (RCA). Une fois encore, ce sont les ressources naturelles du pays qui permettent de comprendre l'intérêt des forces américaines (et françaises) pour le pays. En Centrafrique, on trouve du pétrole, des diamants, de l'or, du fer et du nikel. Ces ressources suscitent la convoitise de bien des pays. *« L'enjeu de la guerre à Bangui… est de savoir qui se servira en premier dans les richesses du sous-sol »,* explique à ce propos, Lyès Menacer journaliste pour *La tribune*, quotidien algérien. (2014)

Néanmoins, l'intérêt des États-Unis en RCA n'est pas primordial. « Les États-Unis sont ravis du rôle joué par Paris, mais ont d'autres priorités. La Somalie, surtout. Et le Nigeria », explique Richard Brownie, responsable des questions africaines au CSIS[23] (Ouest France, 2014).

C'est sans doute pour cette raison qu'en République centrafricaine, les États-Unis participent à l'effort des Français via la Misca, mission internationale de soutien à la Centrafrique sous mandat onusien et qui rassemble près de 3200 soldats. Washington a apporté une aide considérable à cette mission émanant de l'Union africaine. L'*Africom* a aidé à la formation des troupes camerounaises, tchadiennes et gabonaises qui composent la mission. Les États-Unis ont aussi promis 73 millions d'euros pour soutenir les forces de la Misca. (Ouest France, 2014)

L'opération *Sangaris*, déployée par la France depuis le 5 décembre 2013, bénéficierait, quant à elle, d'un léger soutien de la part de Washington : transport stratégique, ravitaillement en vol et capacité de renseignement. Le ministre français de la Défense a, à ce propos, remercié chaleureusement le ministre Hagel *« pour le soutien significatif et indispensable »* qu'il leur a apporté (Ouest France).

[23] Center for strategic and international studies (Washington).

Il est important aussi de ne pas oublier que des forces militaires américaines sont toujours présentes sur le territoire centrafricain. Elles avaient été déployées en décembre 2011 dans le but de poursuivre les rebelles de *l'Armée de Résistance du Seigneur.* Aujourd'hui, Joseph Kony est toujours en liberté et les forces de l'*Africom* n'ont plus pour mission de le poursuivre. Pourtant, ces troupes américaines restent en activité (cfr supra) (United States Africa Command, 2014).

6. La guerre sino-américaine

L'*Africom* justifie souvent son existence par « l'aide humanitaire » qu'il apporterait en Afrique. Mais il semble que ce soient plutôt les ressources naturelles (notamment énergétiques) du continent qui motivent le commandement américain. Plus principalement, les ressources énergétiques. L'*Africom* a été mis en place pour garantir l'accès des États-Unis à ces ressources, pour les protéger d'une éventuelle menace « terroriste » et aussi pour les protéger de l'emprise chinoise.

Depuis les années 1960, la Chine affiche ouvertement son intérêt pour les ressources africaines. Les dirigeants chinois multiplient les voyages diplomatiques en Afrique. Les liaisons aéronautiques se sont développées entre les deux continents, des cours de chinois sont dispensés dans différents pays africains, sur les aires de repos du Ghana on peut acheter des Krupuks…

Les échanges sino-africains sont évidents : en 2009, la Chine ravit la place des États-Unis et devient le premier partenaire commercial de l'Afrique. Pékin ne se contente pas d'acheter des ressources naturelles africaines, elle investit aussi dans les infrastructures des pays avec lesquels elle commerce. Elle n'y va pas de main morte. Selon de nombreuses estimations, l'investissement étranger de la Chine en Afrique aurait été multiplié au moins par cent au cours de la dernière décennie (Chauprade, 2013, pp. 120-123, 237). En 2011, le montant des investissements directs chinois s'élevait à 55,3 milliards d'euros. Cela équivaut à un cinquième des investissements mondiaux sur le continent africain. (Chauprade, 2013, pp. 120-123, 237)

La Chine investit non seulement dans le secteur minier africain (29 % du total des investissements directs chinois en 2009), mais aussi dans les usines locales, la finance et la construction. La puissance émergente vend des produits manufacturés aux Africains. Elle construit des autoroutes, des stades, des aéroports, des hôpitaux… et fournit aussi de l'aide humanitaire en Afrique. Entre 2009 et 2012, elle a consenti à l'Afrique 73 milliards d'euros de prêts à des taux préférentiels. La Chine vend aussi des armes aux Africains et s'investit partout ou elle décèle un bénéfice géopolitique potentiel (French, 2014, trad. libre). Les Chinois ont par exemple, construit le nouveau siège de l'Union africaine à Addis Abeba. Il leur en a coûté près de 147 millions d'euros. (Akugizibwe, 2013, mars – avril – mai) (cfr annexes – section 5)

En échange de ces nombreux investissements, la Chine s'assure un accès aux ressources naturelles africaines qu'elle convoite. Et tout intéresse les Chinois en Afrique : le charbon, l'exploitation de minerais, les bois précieux, les terres agricoles, la construction, les réseaux de communications… Et surtout : le pétrole. L'or noir africain représente à lui seul le tiers des importations chinoises. En un jour, la Chine importe 1,5 million de barils de pétrole. (Bowie, 2012)

Sur la scène internationale, l'influence accrue de la Chine en Afrique et son intérêt pour les ressources énergétiques provoque des tensions. La demande croissante de la Chine pour le pétrole et le gaz africain a rendu le secteur plus attractif pour les investissements. D'autres pays émergents comme l'Inde et le Brésil commencent eux aussi à s'intéresser aux ressources africaines. En 2006, le journaliste Adam Wofle mettait déjà les États-Unis en garde contre la Chine : *« La croissance de l'industrie énergétique africaine change le paysage géopolitique de la région. Dans les années à venir, Washington va être forcée d'ajuster sa politique envers l'Afrique pour compenser l'influence croissante de la Chine ».* (Wolfe, 2006, trad. libre). Un conseil que les États-Unis ont visiblement suivi puisqu'un an plus tard naissait l'*Africom*.

Réponse militaire à une menace économique. Comme le résume Francis Chigunta, économiste à l'université de Zambie :

> *« Il n'y a aucune différence entre les Chinois et les Occidentaux pour ce qui est de leurs motivations en Afrique : les minerais et les hydrocarbures. Sauf que la Chine utilise sa puissance économique et financière et l'Occident sa puissance militaire ».* (Akugizibwe, 2013, mars – avril – mai)

Pourtant, si elle le voulait, la Chine ne manquerait pas d'influence militaire en Afrique. Aujourd'hui, la Chine est en nombre la première force armée au monde[24] et compte 2 285 000 hommes (Smith, 2011, pp. 62-63). Elle est aussi le deuxième pays[25] le plus dépensier pour son équipement militaire : 102 milliards d'euros pour 2013.

La Chine bénéficie d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Comme le dit Adam Wolfe, analyste et expert en économie chinoise :

> *« La volonté de Pékin est d'utiliser ce siège pour protéger certains états de sanctions internationales. Cet objectif est apprécié dans une région [l'Afrique] qui ne manque pas de violer les lois internationales. Cela diminue aussi l'influence des États-Unis sur le continent africain »* (Wolfe, 2006, trad. libre).

Effectivement, contrairement à la superpuissance américaine et à l'Union européenne, la Chine ne pose pas de conditions aux Africains lorsqu'elle décide de commercer avec eux. Un député chinois a d'ailleurs affirmé au New York Times : *« Les affaires sont les affaires. Nous tentons de séparer la politique du business ».* (Wolfe, 2006, trad. libre). Finalement, la seule exigence de Pékin envers ses partenaires africains est qu'ils ne reconnaissent pas Taïwan en tant qu'État souverain.

La situation politique, la corruption, ou le respect des droits de l'Homme dans ses pays partenaires n'intéressent visiblement pas la Chine.

---

[24] Qualitativement, les USA restent la première armée au monde.

[25] Le pays le plus dépensier pour son équipement militaire est les États-Unis : 425 milliard d'euros pour 2013

Résultat : l'absence de transparence dans les accords signés avec les pays africains, ainsi que les atteintes au droit du travail font l'objet de très nombreuses critiques. Pourtant, bon nombre de ces reproches pourraient aussi s'adresser aux autres puissances économiques qui commercent avec le continent. *« Très souvent, les médias incriminent les mauvaises pratiques chinoises, en passant sous silence, celles d'autres investisseurs »,* explique à ce propos Yejoo Kim, chercheuse dans un Centre d'étude chinoise, en Afrique du Sud. (Akugizibwe, 2013, mars – avril — mai)

Les États-Unis se sont toutefois empressés de dénoncer ce manque de transparence. Lors d'une visite en Zambie en 2011, la secrétaire d'État étasunienne Hillary Clinton a appelé à regarder de plus près les investissements chinois dans la région. Ce à quoi, elle a ajouté que la Chine se rendait coupable d'un *« nouveau colonialisme rampant ».* À un moment où la Chine détient 1100 milliards d'euros de dette étasunienne, le commentaire de Clinton a résonné comme une provocation. (Bowie, 2012) (Akugizibwe, 2013, mars – avril – mai).

Néocolonialisme… Certains Africains partagent l'opinion d'Hillary Clinton. Le directeur de la Banque Centrale nigériane, Lamido Sanusi affirme, par exemple que : *« la Chine prend [les] matières premières [nigérianes] et [les] revend transformées en produits manufacturés… C'est cela aussi l'essence du colonialisme ».* (French, 2014, trad. libre)

Ce n'est pas faux. Mais pour qualifier les relations sino-africaines, c'est la métaphore utilisée par Francis Chigunta, économiste à l'université de Zambie qui nous semble la plus appropriée : *« Même s'il n'est pas faux de qualifier la Chine et l'Afrique de partenaires, ce partenariat ressemble à celui qui lie un cheval à son cavalier ».* (Akugizibwe, 2013, mars – avril – mai)

L'influence croissante de la Chine en Afrique n'enchante guère Washington. Certains estiment même qu'une « guerre économique sino-américaine » se livre sur le sol africain. La course aux matières premières est lancée. Et les États-Unis comptent bien utiliser l'*Africom* à leur avantage.

6.1 Tensions sino-américaines au Soudan

Le meilleur exemple de la rivalité sino-américaine sur le terrain africain est celui du Soudan. Ce pays disposant d'un sol riche en hydrocarbures est un enjeu de taille dans la course aux ressources énergétiques que se livrent Washington et Pékin. La Chine y exploite le pétrole par le biais de la China National Petroleum Corporation (CNPC). En 2008, elle exportait près de 800 000 barils de pétrole du pays. (Bajpaee, 2005, trad. libre). La Chine est le premier partenaire du Soudan. Les échanges entre les deux pays ont dépassé le seuil des 3 milliards de dollars en 2009[26]. (Tchetchoua Tchokonte, 2013)

La soif de pétrole la Chine en arrive à limiter l'influence de Washington à Khartoum. Severin Tchetchoua Tchokonte, assistant en sciences politiques, qualifie la rivalité entre les deux puissances de « guerre secrète ». Selon lui, le soutien de la Chine à Khartoum, la scission du pays et la création du Sud-Soudan en 2011 sont autant d'indices du conflit qui oppose les deux puissances au Soudan.

Deux guerres civiles (1955-1972 et 1983-2005) ont divisé le nord et le sud du pays. Au cours de ces longues années, la Chine a apporté un soutien sans failles au Soudan auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. À plusieurs reprises, elle a évité les sanctions internationales à son partenaire. En 2004, elle a empêché l'embargo décrété sur les armes à destination du Soudan. Elle a aussi empêché l'ONU d'envoyer des milliers de Casques bleus sur le terrain pour soutenir et relever les casques blancs de l'UA. (Tchetchoua Tchokonte, 2013)

Le 9 juillet 2011, le Sud-Soudan obtient enfin son indépendance. L'accord entre le Soudan et le nouvel État prévoit que chacun d'entre eux devrait recevoir 50 % de l'argent provenant de la vente d'hydrocarbures soudanais. Les revenus émanant de l'or noir sont vitaux pour les deux États. Ils doivent rester équivalents à avant 2011, et cela, bien que dorénavant, 75 % des puits d'hydrocarbure de l'ex-Soudan se retrouvent au Sud Soudan.

[26] 2,19 milliards d'euros

Le gouvernement du Sud-Soudan est soutenu par les États-Unis depuis sa naissance. Washington tente ainsi de priver la Chine de l'accès aux champs pétroliers du 193e État de la planète. Pour y arriver, les États-Unis utilisent l'ensemble de leur dispositif de puissance.
Ils envoient différentes personnalités et stratèges au Sud-Soudan, pour y faire jouer de leur influence. Selon Tchetchoua Tchokonte, ces dernières ont contribué à « *fragiliser le Soudan* ». (2013)

Aujourd'hui, le Soudan, naguère le plus vaste pays d'Afrique, est divisé. Au Sud-Soudan, un conflit sanglant divise les partisans du Président Salva Kiir (appartenant à l'ethnie Dinka) et ceux de son ex-vice président Riek Machar (de l'ethnie Nuer). Le conflit qui a éclaté à la mi-décembre 2013 aurait déjà fait plusieurs milliers de morts, à la fin mai 2014, et provoqué le déplacement de près de 200 000 personnes.

Les États-Unis participent à ce conflit via les troupes ougandaises. Alliées de Washington, elles sont mobilisées en nombre au Sud-Soudan et soutiennent le président Salva Kiir.

Il faut stipuler que ce conflit est bénéfique aux États-Unis. Les combats ont effectivement poussé la China National Petroleum Corporation à quitter le Sud Soudan. Les investissements de la Chine ont véritablement diminué dans le nouvel État. Et ce, pour le plus grand malheur de ce dernier. La guerre civile risque de décourager d'autres investisseurs et de paralyser l'industrie pétrolière du Sud-Soudan pour plusieurs décennies. (Mesdoua, 2014)

6.2 Tensions sino-américaines en Libye

En 2012, la Libye produisait 25 % du pétrole africain. Ce pays est connu pour la qualité excellente de son brut léger ainsi que pour ses coûts de production attractifs, car l'extraction se fait majoritairement *offshore*. Le pays bénéficie aussi de ressources gazières, et notamment, de gaz de schiste. Sous l'administration de George W. Bush, les intérêts pétroliers des compagnies américaines dans le pays ont été encouragés. (Diangitukwa, 2012, p.55).

Le 23 octobre 2011, la révolution libyenne éclate. Suite à l'attentat de Benghazi (cfr. supra), les Étasuniens jouent un rôle décisif dans cette guerre civile opposant les partisans du Colonel Kadhafi à l'insurection. En collaboration avec les forces françaises et européennes, ils jouent le rôle de *« leader des opérations sur le terrain »*. (Leymarie, 2011).

L'un des intérêts principaux des États-Unis dans ce conflit était, une fois de plus, de contrer l'influence de la Chine dans le pays. Dans une interview accordée en avril 2011 au site d'information *Irania Press TV,* Paul Craig Roberts, journaliste et ancien vice-ministre du Trésor sous Ronald Reagan, affirmait que le soutien de l'OTAN à la rébellion libyenne avait pour objectif de : *« chasser la Chine de la méditerranée ». « Les Chinois convoitent l'Afrique comme future source d'énergie. Les États-Unis veulent les contrer en mettant en place l'Africom, auquel Kadhafi a refusé de prendre part »,* poursuivait-il. (Akugizibwe, 2013, mars – avril – mai). C'est entre autres, le colonel Kadhafi qui avait fait pression sur l'Union africaine pour que les quartiers généraux de l'*Africom* ne puissent être installés en Afrique, et restent à Stuttgart, en Allemagne.

Aujourd'hui, la Libye participe aux exercices militaires proposés par l'*Africom* (annexes – section 1). Les nouvelles autorités libyennes se montrent proches des Occidentaux. Quand les Chinois sont revenus en Libye, après la chute de Kadhafi, ils y ont d'ailleurs trouvé un gouvernement farouche, qui ne souhaitait faire affaire qu'avec les pays occidentaux l'ayant aidé à accéder au pouvoir. *« Nous n'avons aucun problème avec les entreprises occidentales comme celles de l'Italie, de la France ou du Royaume-Uni ; mais nous pourrions avoir quelques problèmes politiques avec celles venant de Russie, de Chine et du Brésil »*, affirmait Abdel Jalil Mayouf représentant en relations publiques de la firme pétrolière libyenne AGOCO. (William Engdahl, 2011, trad. libre)

Conclusion

Les ressources naturelles africaines suscitent la convoitise de beaucoup d'États. Dans un monde où les hydrocarbures se font de plus en plus rares et où l'adoption de nouvelles sources d'énergie se fait attendre, les pays abritant des réserves prouvées deviennent d'importants enjeux géostratégiques et se voient assaillis par différentes puissances, soucieuses de répondre à leurs besoins énergétiques.

Lorsqu'un gisement est découvert, le pays « bénéficiaire » doit subitement faire face à de nombreux défis. Parviendra-t-il à exploiter ses ressources en conservant une stabilité sur son territoire ? Parviendra-t-il à ne pas sombrer dans une corruption accrue ? Pourra-t-il se protéger des convoitises des États voisins et des autres puissances étrangères ? Parviendra-t-il à faire profiter à l'ensemble de sa population les bienfaits de cette découverte ? Parviendra-t-il à exploiter ces ressources à son propre compte, indépendamment des investissements étrangers ?

Rares sont les États africains à être parvenu à éviter ces écueils. En Afrique le terme de « ressources maudites » n'est que trop adéquat pour qualifier les richesses du continent. Elles suscitent la convoitise non seulement de certains groupes et leaders ethniques, mais aussi de certains groupes armés « terroristes » et des puissances étrangères. Avec à la clé, le chaos.
Le cas du Nigeria et celui de la République démocratique du Congo sont des exemples parfaits de cette observation. Ces pays avaient suffisamment de ressources pour se développer, mais la convoitise de certains groupes (comme les bandes de pirates au Nigeria et les rebelles du M23 en RDC) a fait sombrer le pays dans l'insécurité. Ces groupes sont soutenus tantôt par des États extérieurs au conflit, tantôt par d'autres groupes armés. Il ne faut pas attendre longtemps avant d'assister à une escalade de la violence. Pendant que dans leurs villas les dirigeants jouissent des bienfaits de ces ressources naturelles, la population elle, est assaillie et souffre de la pauvreté.

Les ressources énergétiques de certains pays attirent les armées des puissances internationales. Washington est le premier à utiliser la force pour accéder à une ressource naturelle. Comme le souligne Fweley Diangitukwa,

> *« depuis la chute de l'URSS les guerres menées par les États-Unis sont toutes dans les pays pétroliers ou sur la route des oléoducs et des gazoducs, dans le but de contrôler ces pays et ces zones de transits »* (2012, p.49).

Sur le terrain, la concurrence livrée par de nouvelles puissances, comme la Chine, ne fait que raviver les tensions. Washington est militairement déjà présente en Afrique avec son armée. La mission de l'*Africom* est parfaitement remplie. De nombreux États africains soutiennent le commandement. Les bases de drones, les ports logistiques et les exercices militaires se multiplient d'année en année. En seulement six ans, le commandement des États-Unis en Afrique est parvenu à s'implanter de manière durable sur le continent.

L'impact de la France sur le terrain ne fait que lui faciliter la tâche. Les opérations françaises sont hyper médiatisées. On n'entend quasiment parler que d'elles et l'*Africom* peut ainsi s'installer discrètement, loin des regards de la presse internationale.

La division du travail entre Washington et Paris permet, elle aussi, de faciliter la tâche à l'*Africom*.

Les deux nations reconnaissent être sur le territoire africain pour éradiquer la présence des groupes « terroristes » proches d'Al-Qaïda. Boko Haram, l'AQMI et Al-Shabaab menacent les intérêts occidentaux en Afrique. Les actions des armées françaises et américaines ne semblent pas très efficaces et ont surtout permis à ces organisations de se déplacer et de s'épandre. Aujourd'hui par exemple, l'AQMI est une menace éparpillée à travers le Sahel. Avant l'opération *Serval*, le groupe était concentré dans le nord du Mali. Et qu'adviendra de Boko Haram et des 223 lycéennes toujours aux mains de la secte ? Comment expliquer que l'intervention de Pékin, de Washington, de Jérusalem et de Londres[27] au Nigeria n'est toujours pas efficace et que ces jeunes filles restent introuvables [28]?
L'objectif des troupes envoyées par les puissances étrangères n'est pas de retrouver les lycéennes. C'est surtout de protéger leurs intérêts au Nigeria.

L'Afrique est le théâtre de l'opposition entre les États-Unis et la Chine. L'une des raisons de l'intervention de l'*Africom* est de protéger les ressources naturelles à destination des États-Unis de la mainmise des Chinois. À quoi tout cela va-t-il aboutir ? La présence de plus en plus importante des armées et de l'arsenal étasunien en Afrique n'est pas rassurante. Qu'elle se positionne sur place en fonction des investissements chinois ne l'est pas plus. Depuis plusieurs années, le taux d'investissement de Pékin dans les armes ne fait qu'augmenter. À quoi cela va-t-il servir ? Doit-on craindre que la « guerre » économique qui se joue aujourd'hui entre la Chine et les États-Unis sur le terrain africain ne se mue en une réelle guerre ? Une guerre où l'Afrique ne serait plus qu'un terrain de combat entre deux puissances, mais aussi la mine immense où ces puissances puiseraient pour financer leur conflit. Et que deviendra dans le long terme l'impact récent du Brésil et de l'Inde en Afrique ?

Toutes ces questions sont aujourd'hui sans réponse. Mais il devient évident que si l'Afrique veut pouvoir bénéficier à juste titre des richesses de son sous-sol, elle va

---

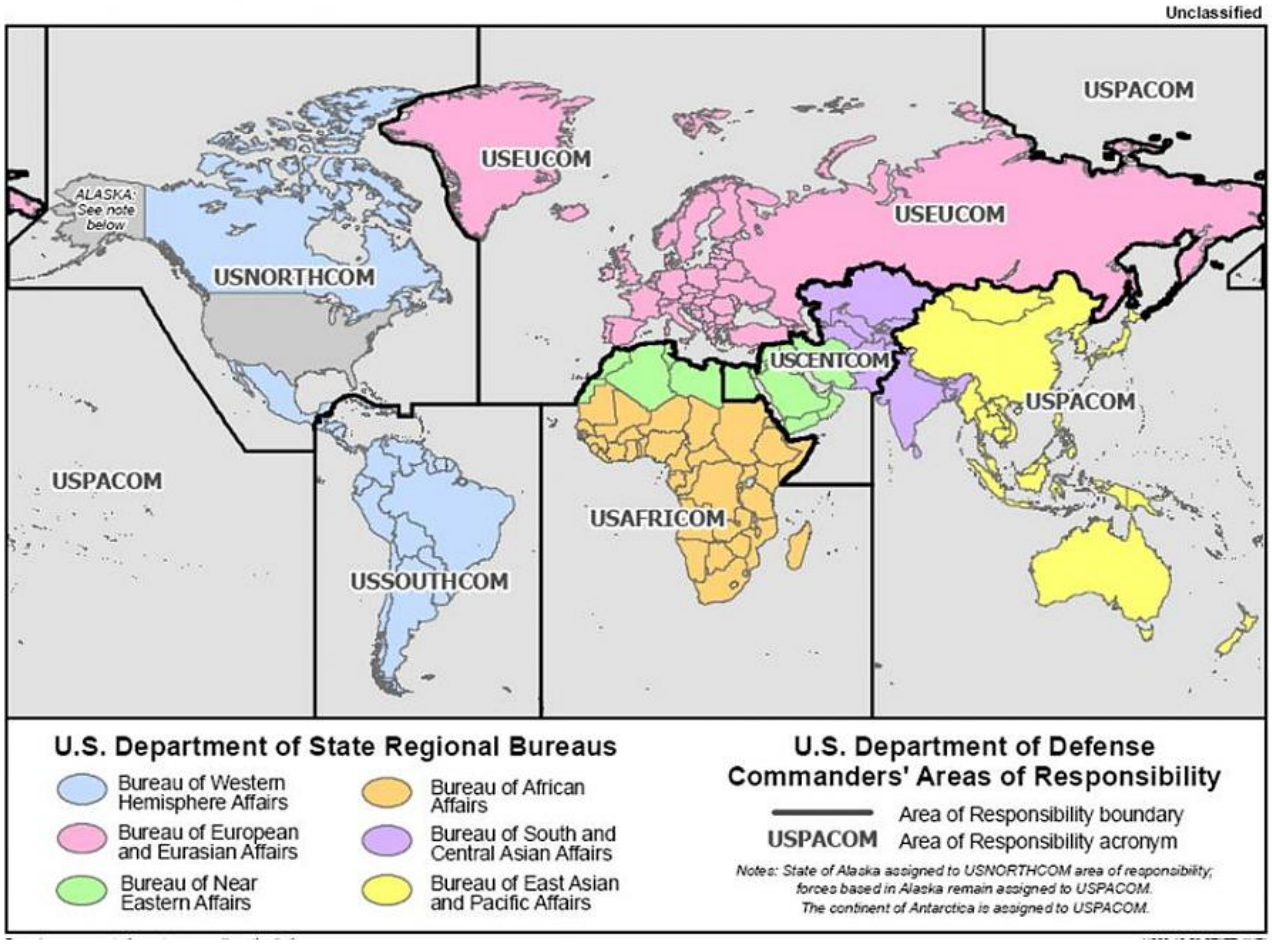
[27] De nombreux États ont proposé leur aide au Nigeria pour retrouver les lycéennes de Chibok. La Chine a promis de rendre disponible toute information utile récoltée par des satellites. Les États-Unis ont envoyé 80 experts sur le terrain et survolent l'Etat de Borno avec des drones. Israël, le Royaume-Uni et la France ont envoyé des équipes spécialisées au Nigeria.

[28] Au 11 juin 2014

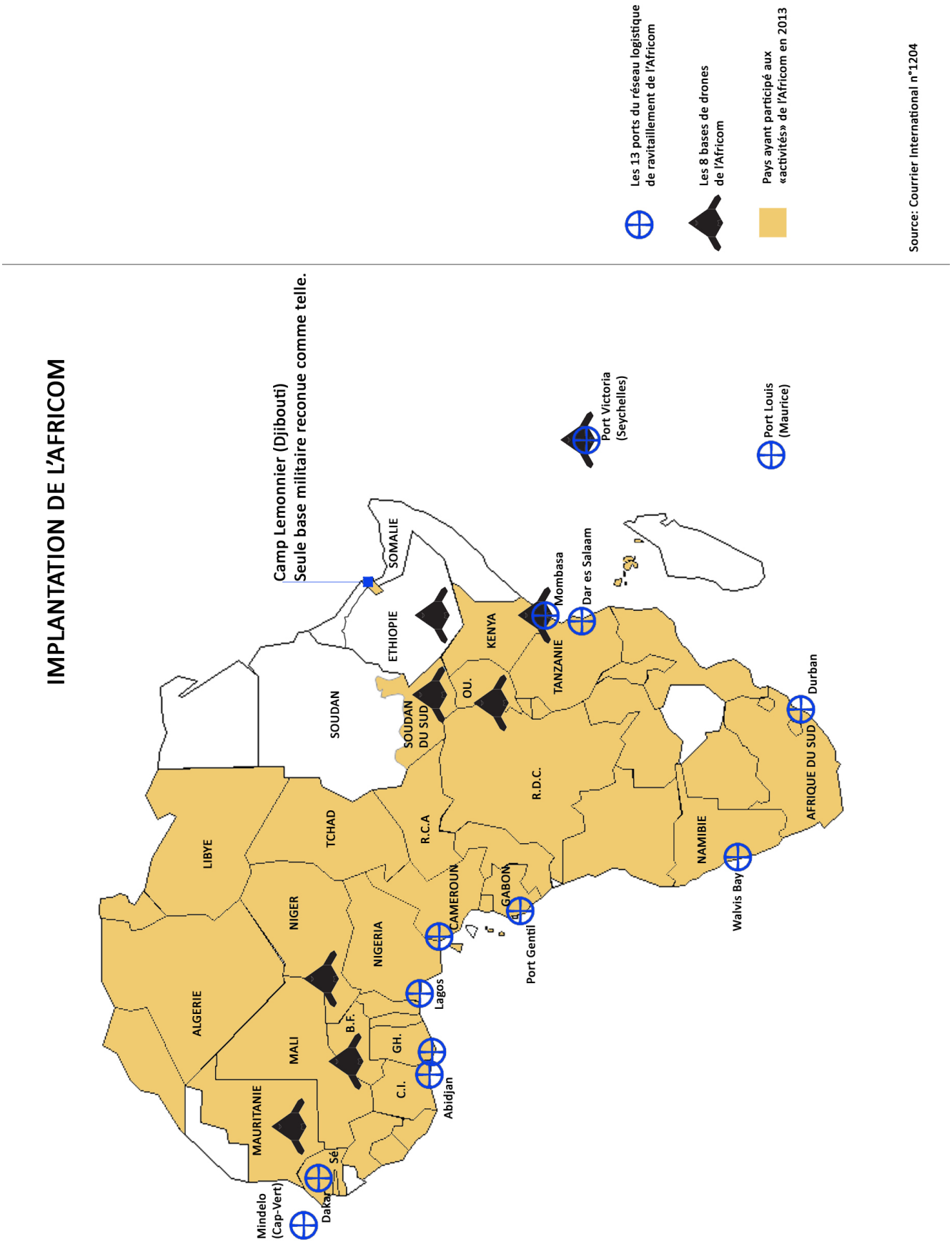
devoir se réveiller. Elle ne peut pas accepter de laisser ses ressources s'épuiser sans en tirer profit. Les puissances étrangères ont besoin de l'Afrique. Il est temps que cela bénéficie à l'ensemble des Africains.

Annexes

Section 1 : Les commandements armés des États-Unis à travers le monde
- Carte disponible sur le site internet du U.S Africa Command -



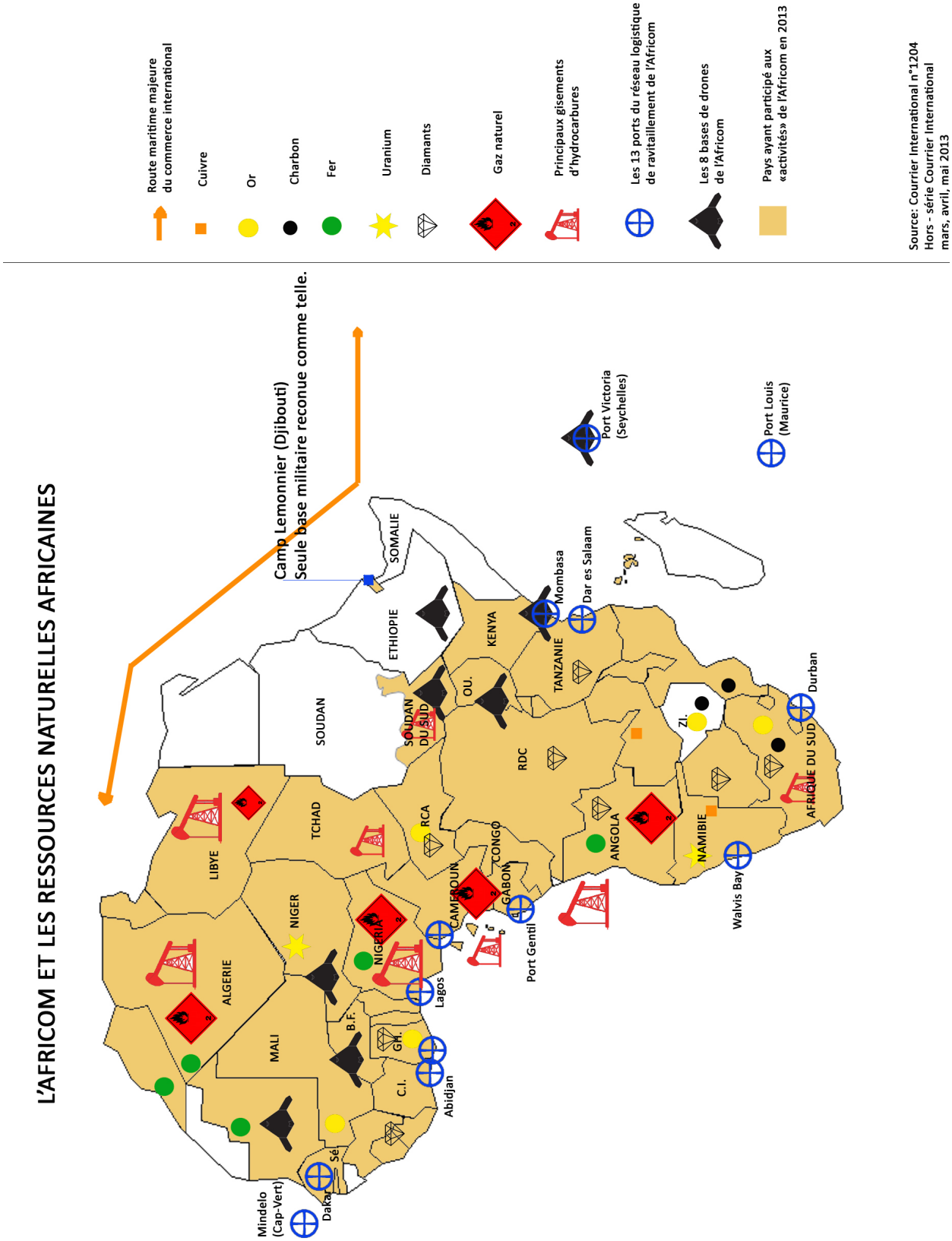
Section 2 : La présence et l'influence de l'*Africom* en Afrique
- Carte réalisée par Morgane Wirtz -



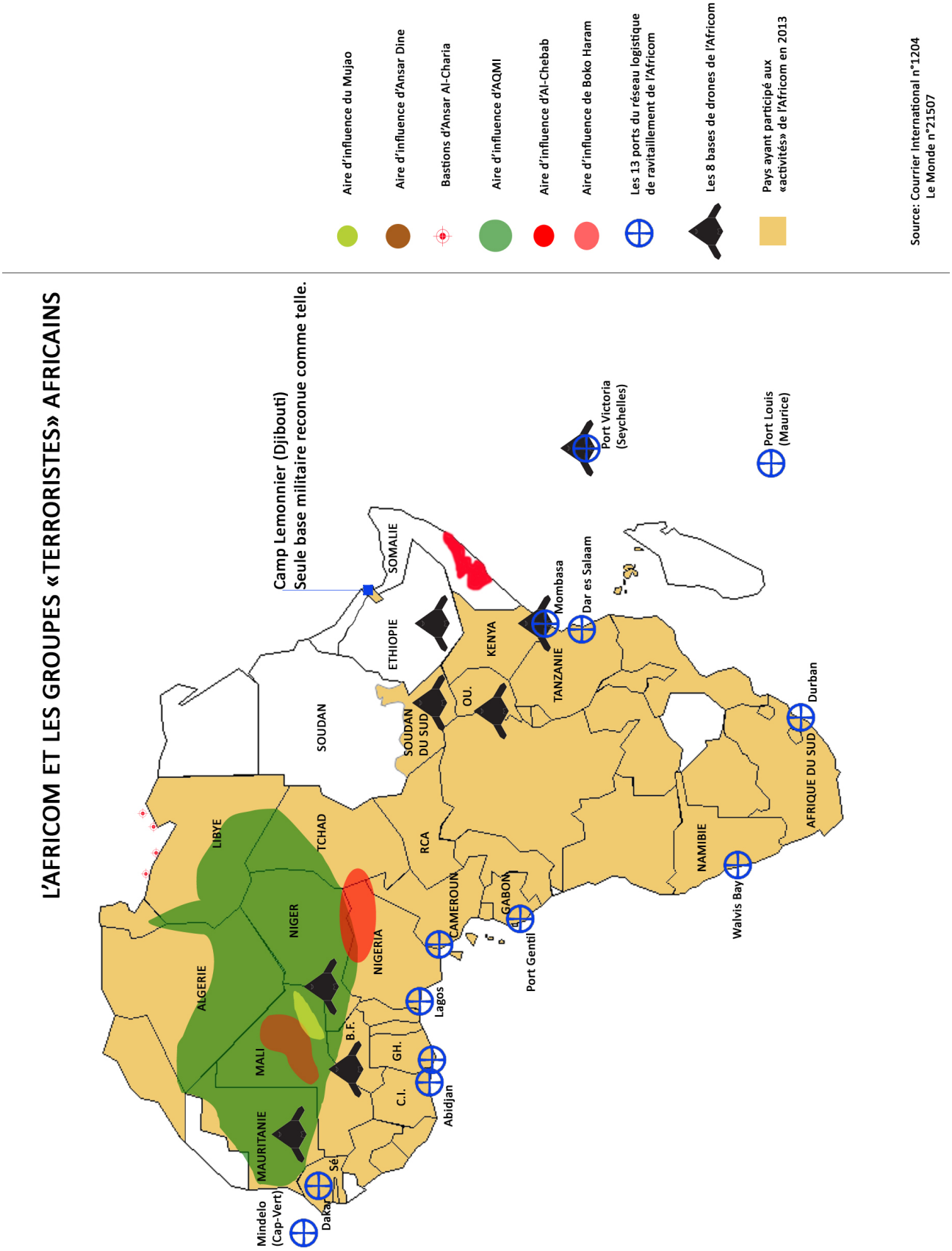
Section 3 : l'*Africom* et les ressources naturelles africaines

- Carte réalisée par Morgane Wirtz -

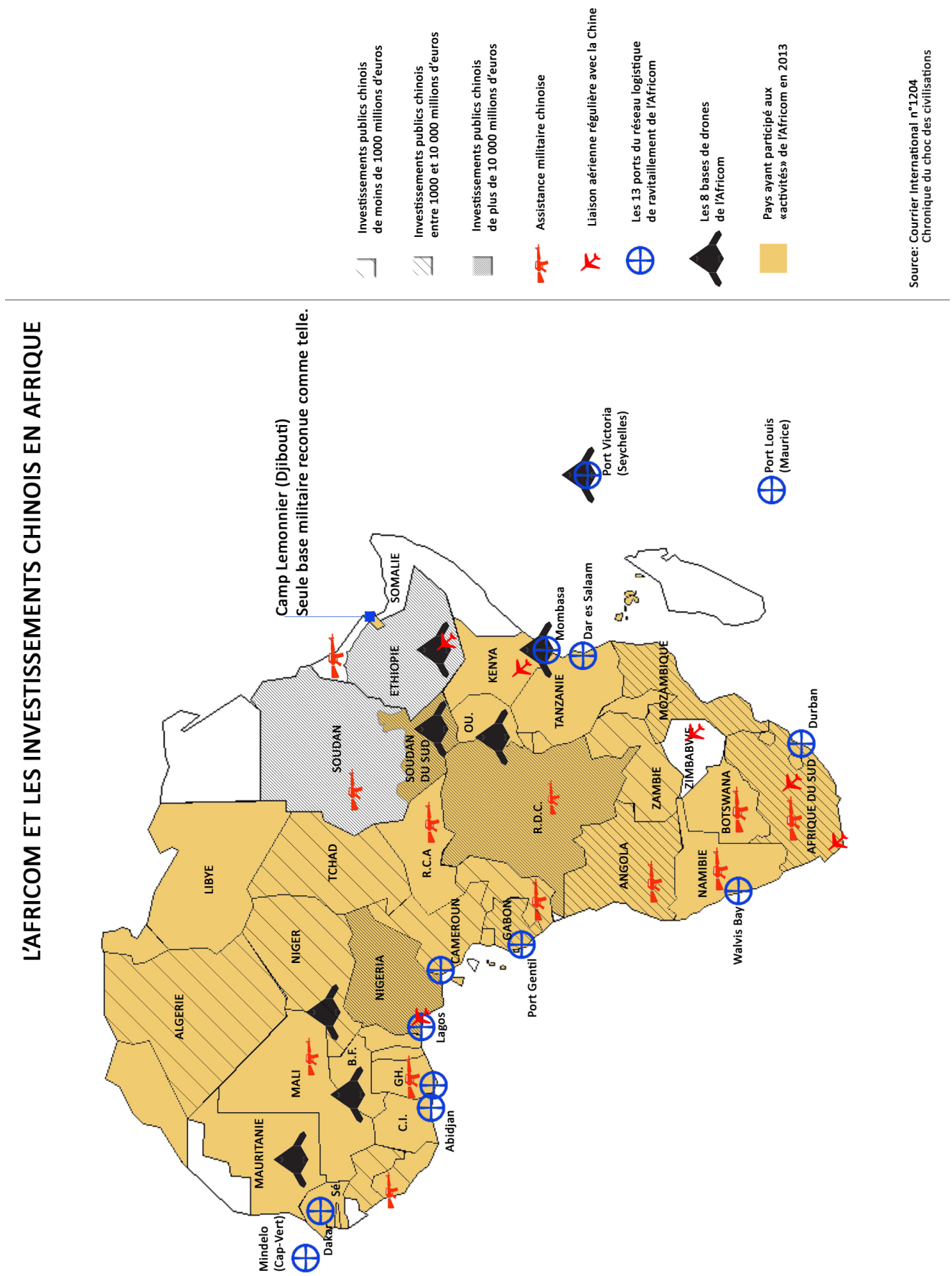
NB : Pour des raisons de lisibilité, cette carte ne représente pas de manière exhaustive la totalité des ressources naturelles présentes sur le continent africain.



Section 4 : L'*Africom* et les groupes « terroristes » africains
- Carte réalisée par Morgane Wirtz -



Section 5 : L'*Africom* et les investissements chinois en Afrique
- Carte réalisée par Morgane Wirtz -



Liste des abréviations

Amisom African Union mission in Somalia
Mission de l'Union africaine en Somalie

Africom United States Africa Command
(Commandement armé des États-Unis pour l'Afrique)

AQMI Al-Qaïda au Maghreb islamiste

Centcom United States Central Command
(Commandement armé des États-Unis pour le centre)

CERI Centre d'études et de recherches internationales (Paris)

CSIS Center for strategic and international studies (Washington)

Eucom United States European Command
(Commandement armé des États-Unis pour l'Europe)

Misca Mission internationale pour le soutien à la Centrafrique

Mnla Mouvement national pour la libération de l'Azawad

Mujao Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Oeest

Northcom United States Northem Command
(Commandement armé des États-Unis pour le Nord)

ONU Organisation des Nations unies

OTAN Organisation du traité de l'Atlantique Nord

Pacom United States Pacific Command
(Commandement armé des États-Unis pour le Pacifique)

RCA République centrafricaine

RDC République Démocratique du Congo

SHADE Shared Awareness and deconfliction

Southcom United States Southern Command
(Commandement armé des États-Unis pour le Sud)

UA Union africaine

UE Union européenne

URSS Union des républiques soviétiques et socialistes

U.S. United States (États-Unis)

USA United States of America (États-Unis)

Sources

AFP. (2014, 6 avril). Le Nigeria désormais première économie africaine devant l'Afrique du Sud. *Libération*. Récupéré le 2 mai 2014 de http://www.liberation.fr

Akugizibwe, P. (2013, mars-avril-mai). Après le bâton occidental, la carotte chinoise. Dans Mail&Guardian. *Courrier International* (Hors-série), pp. 80-82.

Akugizibwe, P. (2013, 28 novembre). L'armée des États-Unis s'étend dans l'ombre. Dans This is Africa. *Courrier International*, p.24.

Alle, K. (2013, mars-avril-mai). Maudites ressources. Dans African Business. Courrier International (Hors-série), p.89.

Azikiwe, A. (2014, 22 avril). The militarization of the African Continent : Africom expands operations in cooperation with Europe. Global Research. Récupéré le 5 mai 2014 de http://www.globalresearch.ca

Balogun, J. (2014, 7 mai). Dear Americans, your hashtags won't #BringBackOurGirls. You might actually be making things worse. CompareAfrique.com. Récupéré le 8 mai 2014 de http://www.compareafrique.com

Bajpaee, C. (2005, 7 octobre). Sino-U.S. energy competition in Africa. Power and Interest News Report. Récupéré le 3 mars 2014 de www.pinr.com

Bowie, M. (2012, 7 avril). L'Africom des États-Unis et la militarisation du continent africain : le combat contre l'implantation économique chinoise. Le Grand Soir. Récupéré le 1 mars 2014 de www.legrandsoir.info

Bozonnet, C. (2014, 30 mai). Les Chabab somaliens revendiquent l'attentat de Djibouti. *Le Monde*, p. 4.

Carl LeVan, A. (2010). *The political economy of African responses to the U.S. Africa Command*. Africa Today. Indiana University Press.

Chauprade, A. (2013). *Chronique du choc des civilisations*. Paris : Chronique Editions.

Comaguer. (2014, 18 mai). Boko Haram. Un piège à cons. Global Research. Récupéré le 18 mai 2014 de http://www.globalresearch.ca

Cooper, F. (2012). *L'Afrique depuis 1940*. Paris : Payot et Rivages.

Courrier International. (2014, 15 mai). Boko Haram connection. *Courrier International,* p.34.

Courrier International. (2013, 24 janvier). La nébuleuse islamiste du Sénégal à la Somalie. *Courrier International,* pp. 30-31.

Courrier International. (2014, 23 janvier). Washington à pas comptés. *Courrier International*, p.33.

Delmotte, P. (2014). *Proche Orient. Prérequis.* Bruxelles. IHECS

Diangitukwa, F. (2012). *Les grandes puissances et le pétrole africain*. Paris : L'Harmattan.

Dowden, R. (2013, 24 janvier). Aujourd'hui le Mali, demain le Nigéria ? *Courrier International,* p.34.

Ezeanya, C. (2014, 23 janvier). « Arrêtez d'écouter les voix coloniales ». Dans Think Africa Press. *Courrier International,* p. 30.

Fogue Tedom, A. (2011, 21 novembre). Africom : le commandement militaire américain pour l'Afrique. La revue géopolitique. Récupéré le 10 mars 2014 de http://www.diploweb.com

Ford, G. (2011, 30 novembre). La transformation de l'OTAN en corps expéditionnaire. L'Afrique est sans défense face à l'offensive militaire euro-américaine. Philum. Récupéré le 29 mars 2014 de http://philum.info

French, H.W. (2014, 17-18 mai). Into Africa : China's wild rush. *International New York Times*, p.7.

Guibert, N. (2014, 21 mai). Mali : des affrontements à Kidal obligent Paris à différer l'annonce de la fin de « Serval ». *Le Monde*, p.4.

Guibert, N. et Mandraud, I. (2014, 12 mars). La nouvelle carte du djihad au Sahel. *Le Monde*, p.2.

Harf, M. (2013, 4 décembre). Déclaration du département d'Etat sur la situation en République centrafricaine. United States of America embassy. Récupéré le 2 juin 2014 de http://iipdigital.usembassy.gov

Hugon, P. (2013). *Géopolitique de l'Afrique*. Paris : Armand Colin.

Jerven, M. (2014, 8 avril). What does Nigera's new GDP number actually mean ? African Arguments. Récupéré le 2 mai de http://africanarguments.org

Laponche, B. (2013, décembre – 2014, janvier). Les enjeux mondiaux de la transition énergétique. *Diplomatie*, pp. 24-39.

Leymarie, P. (2014, 30 janvier). L'amiral quitte le bord. Le Monde diplomatique. Récupéré le 6 mars 2014 de http://www.monde-diplomatique.fr

Leymarie, P. (2014, 6 février). La France gendarme en chef du Sahel. Le Monde diplomatique. Récupéré le 6 mars 2014 de http://www.monde-diplomatique.fr

Leymarie, P. (2011, 23 mars). En Libye, le Pentagone à la manœuvre. Le Monde diplomatique. Récupéré le 6 mars 2014 de http://www.monde-diplomatique.fr

Menacer, L. (2014, 23 janvier). Centrafrique : les vraies raisons de l'intervention. Dans La Tribune. *Courrier International*, p.29.

Mérenne-Schoumaker, B. (2014, mars-avril). *Géopolitique des ressources*. Carto, pp. 11-21.

Mesdoua, I. (2014, 23 janvier). Lybie l'appel à l'aide de Tripoli. Dans Your Middle East. *Courrier International*, p.33.

Orsenna, E. (2014, 12 janvier). Nous avons besoin d'Afrique. *Le Monde,* p.15.

Ouest France. (2014, 11 février). Sahel : l'Amérique veut-elle faire plus ? Ouest France. Récupéré le 2 juin 2014 de http://international.blogs.ouest-france.fr

Patey, L. (2014, 23 janvier). Soudan du Sud : Sans les Chinois, rien ne va plus… Dans African Arguments. *Courrier International*, pp. 32-33.

Plaut, M. (2014, 23 janvier). Les failles de l'Union Africaine. Dans African Arguments. *Courrier International*, p.30.

Ploch, L. (2011). *Africa Command : U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa.* Congressional Research Services.

Premium Times. (2014, février). CBN report on oil revenue for the month of february 2014. Premium Times. Récupéré le 19 avril 2014 de http://www.premiumtimesng.com

Rogalski, M. (2008). *Afrique/États-Unis, une relation singulière*. Fondation Gabriel Péri Pantin, France.

Said, S. (2013, 24 avril). Top 10 oil producing contries in Africa 2013. The Richest. Récupéré le 3 avril 2014 de http://www.therichest.com

Sellier, J. (2011). *Atlas des peuples d'Afrique*. Paris : La Découverte.

Senate armed services Commitee. (2013). *Statement of General Carter Ham, USA Commander*. Washington : United States Africa Command

Smith, D. (2013). *Atlas du monde contemporain*. Londres : Armand Colin.

Tchetchoua Tchokonte, S. (2013, 25 août). Soudan : la guerre secrète américano-chinoise. La revue géopolitique. Récupéré le 10 mars 2014 de http://www.diploweb.com

The Washington Post. (2013, 29 janvier). Drones and spy planes over Africa and Arabian peninsula. The Washington Post. Récupéré le 14 mai de http://www.washingtonpost.com

Théron, J. (2012, 5 mars). En Somalie, un conflit régional ouvert. Le Monde. Récupéré le 6 mai 2014 de http://geopolitiqueconflits.blog.lemonde.fr

Turse, N. (2014, 27 mars). Why is the U.S. averaging more than a mission a day in Africa ? The Nation. Récupéré le 27 mars de http://www.thenation.com

United States Africa Command. (2014). What we do. Récupéré le 25 novembre 2014 de http://www.africom.mil

United States department of Defense. (2012). *Operation and maintenance overview.* Washington : office of Under secretary of defense.

United States department of Energy. (2014, janvier). *Petroleum marketing montly*. Washington.

United States Gouvernment Accountability Office. (2013). *DOD needs to reassess options for permanent location of U.S. Africa Command.* Washington : Report to congressional commitees.

Volman, D. (2009). Obama, Africom, and U.S. military Policy toward Africa. Northwestern University Evanston, États-Unis.

William Engdahl, F. (2011, 25 septembre). Nato's war on Lybia is directed against China : Africom and the threat to China's national energy security. Global Research. Récupéré le 5 juin 2014 de http://www.globalresearch.ca

Wolfe, A. (2006, 20 mars). The increasing importance of African oil. Power and Interest News Report. Récupéré le 26 février 2014 de www.pinr.com

Table des matières

Avant - propos 2

Introduction 3

1. Définition de l'*Africom* 7
1.1 Histoire des relations entre les États-Unis et l'Afrique 8
1.2 La naissance de l'*Africom* 9
1.3 Les composantes de l'*Africom* 10

2. Le développement de l'*Africom* 11
2.1 Le rejet africain 12
2.2 Un commandement pour l'Afrique basé en Allemagne 13
2.3 Ces bons amis américains 14

3 L'Africom, ou comment garantir l'accès aux ressources naturelles 15

4. Un commandement armé contre le « terrorisme » 19
4.1AQMI 22
4.2 Boko Haram 25
4.3 Al Shabaab 28

5. *Africom*, allié des forces françaises 30
5.1 Collaboration sur le terrain malien 32
5.2 Collaboration en Centrafrique 33

6. La guerre sino-américaine 34
6.1 Tentions sino-américaines au Soudan 38
6.2 Tentions sino-américaines en Libye 39

Conclusion 41

Annexes 45

Liste des abréviations 50

Sources 51

Table des matières 55

Le 6 juin 2007, George W. Bush annonce la création d'un commandement armé unifié pour l'Afrique ; l'Africom. Aujourd'hui ce commandement est implanté sur la quasi-totalité du continent africain. Mais quel est l'objectif réel de ce commandement, des ports logistiques et des bases de drones qui le composent ? Avoir la mainmise sur les ressources naturelles, principalement énergétiques du continent africain. L'Africom a été mis en place pour sécuriser les intérêts des étasuniens en Afrique. Cela passe par la protection des ressources africaines contre la menace « terroriste », mais aussi contre la concurrence chinoise.

On June 6th, 2007, George W. Bush announces the creation of a unified armed command for Africa; Africom. Today this command is established on almost the whole of Africa. But what is the real goal of this command, the logistic ports and the drone bases that compose it? The answer is simple : to have grip on the natural resources of the African continent, mainly hydrocarburon. Africom was set up to secure the interests of the Americans in Africa. This includes the protection of African resources against the "terrorist" threat, but also against China competition.

Op 6 juni 2007, kondigt George W. Bush de oprichting van een verenigd commando voor Afrika aan; Africom. Vandaag is dit commando op bijna de totaliteit van de Afrikaanse wereld gevestigd. Maar wat is het reële doel van dit commando ; de logistieke havens en de dronebasissen die het telt? Het antwoord is eenvoudig ; De greep op de natuurlijke rijkdommen, hoofdzakelijk koolwaterstoffen. Africom is opgericht om de belangen van de Amerikanen in Afrika veilig te stellen. Dit omvat de bescherming van de Afrikaanse hulpbronnen tegen « de terroristische » dreiging, maar ook tegen de Chinese concurrentie.